

**Ministère de l'Industrie, du
Commerce et de l'Artisanat**

Secrétariat Général

**Direction Générale des Etudes
et des Statistiques Sectorielles**



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

Tableau de Bord Statistique de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat 2019



Novembre 2020

**Ministère de l'Industrie, du
Commerce et de l'Artisanat**

Secrétariat Général

**Direction Générale des Etudes
et des Statistiques Sectorielles**



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

Tableau de Bord Statistique 2019

AVANT PROPOS



Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, s'est engagé à l'amélioration et la diffusion des informations statistiques dans les domaines relevant de ses compétences. Cela traduit une fois de plus, l'effort constant de mon département à faciliter l'exploitation des données statistiques produites et contenues dans les annuaires statistiques. La production régulière des données statistiques est une nécessité car indispensable pour apprécier les résultats atteints dans la planification du développement et éventuellement pour corriger les écarts.

Le tableau de bord statistique analyse l'évolution des principaux indicateurs du secteur, contenus dans l'annuaire statistique sur la période 2010-2019. Il a pour objectif d'aboutir à de meilleures prises de décisions de la part des décideurs ainsi que des investisseurs.

La production de la présente édition bénéficie de l'accompagnement du Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS), à qui j'adresse mes remerciements ainsi qu'à tous les acteurs qui y ont contribué. J'invite l'ensemble des structures à maintenir et à conjuguer leurs efforts, afin de relever les défis qui s'imposent en matière de production statistique. Aussi, je les exhorte à faire siens ce document et à travailler dans l'amélioration continue de sa qualité, en renforçant la fiabilité de notre système statistique.

Je reste conscient que malgré les efforts fournis par l'ensemble des acteurs, cette édition comporte des insuffisances. Toutefois, nous espérons qu'elle répondra à vos besoins. Mon département accueillera favorablement les observations, suggestions et compléments susceptibles d'améliorer les productions à venir.

Tout en vous souhaitant une bonne lecture, j'ose espérer que ce document contribuera à améliorer la visibilité des actions de développement en matière de commerce, d'industrie et d'artisanat.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	7
Contexte.....	16
1. MOYENS DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT	18
1.1. Moyens humains.....	18
1.2. Moyens financiers	20
2. LES ENTREPRISES.....	22
2.1. Les entreprises enregistrées aux CEFOR	22
2.2. Les sociétés d'Etat	24
3. L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES	26
3.1. Quelques indicateurs économiques sur l'environnement des entreprises	26
3.2. Documents d'investissements	28
3.3. Documents de commerce	30
4. LA PROPRIETE INDUSTRIELLE.....	32
5. LA QUALITE	34
6. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES.....	37
6.1. Les entreprises industrielles enregistrées au répertoire de la Direction Générale du développement Industriel (DGI)	37
6.2. L'Indice harmonisé de la production industrielle	40
7. COMMERCE	42
7.1. Le commerce extérieur.....	42
7.2.1 Principaux produits exportés	44
7.2.2 Principaux produits importés	47
7.2. Le commerce intérieur	50
7.3.1 Prix de détail de produits sur quelques marchés.....	50
7.3.2 Prix de bétail sur quelques marchés.....	53
7.3.3 Prix des hydrocarbures	56
7.3.4 Indice harmonisé des prix à la consommation	58
7.3.5 Commercialisation du bétail.....	60
8. L'ARTISANAT	62
Annexes	64
Glossaire des termes utilisés	64

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ABNORM	: Agence Burkinabè de normalisation, de la métrologie et de la qualité
AE	: Autorisation d'exercer le commerce par les étrangers
AGETEER	: Agence d'exécution des travaux eau et équipement rural
AGETIB	: Agence des travaux d'infrastructures du Burkina
APEX-Burkina	: Agence pour la promotion des exportations du Burkina
ASE	: Autorisation spéciale d'exportation
ASI	: Autorisation spéciale d'importation
BCEAO	: Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest
BUMIGEB	: Bureau des mines et de la géologie du Burkina
CARFO	: Caisse autonome de retraite des fonctionnaires
CCI-BF	: Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso
CEFORE	: Centre de formalités des entreprises
CEGECI	: Centre de gestion des cités
CGCE	: Classification par grandes catégories économiques
CIPRES	: Conférence Interafricaine de la prévoyance sociale
CNPI	: Centre national de la propriété industrielle
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
CO	: Certificat d'origine
CPC	: Carte professionnelle de commerçant
CTCI	: Classification type pour le commerce international
DAF	: Direction de l'administration et des finances
DGA	: Direction générale de l'artisanat
DGRCP	: Direction générale de la réglementation et du contrôle des prix
DGESS	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGDI	: Direction générale du développement industriel
DGPE	: Direction générale de la promotion de l'entreprise
DGU-CI	: Direction des guichets uniques du commerce et de l'investissement
DPI	: Déclaration préalable d'importation
DRH	: Direction des ressources humaines

FCFA	: Franc des communautés financières d'Afrique
GIE	: Groupement d'intérêt économique
IDH	: Indice de développement humain
IGAE	: Inspection générale des affaires économiques
INSD	: Institut national de la statistique et de la démographie
IPH	: Indice de pauvreté humaine
LNBT	: Laboratoire national du bâtiment et des travaux publics
LONAB	: Loterie nationale burkinabè
MEBF	: Maison de l'entreprise du Burkina Faso
MICA	: Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat
Na	: Non applicable
Nd	: Non disponible
Nda	: Non désigné ailleurs
OAPI	: Organisation africaine de la propriété intellectuelle
ONATEL-SA	: Office national des télécommunications-société anonyme
ONEA	: Office national de l'eau et de l'assainissement
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
RSE	: Répertoire statistique des entreprises
SA	: Société anonyme
SARL	: Société à responsabilité limitée
SCP	: Société civile professionnelle
SEM	: Société d'économie mixte
SEPB	: Société d'exploitation des phosphates du Burkina
SIAO	: Salon international de l'artisanat de Ouagadougou
SOGEO	: Société de gestion de l'abattoir frigorifique de Ouagadougou
SONABEL	: Société nationale d'électricité du Burkina
SONABHY	: Société nationale burkinabè des hydrocarbures
SONAGESS	: Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire
SONAPOST	: Société nationale des postes
SONATUR	: Société nationale d'aménagement des terrains urbains

SOPAFER-B : Société de gestion du patrimoine ferroviaire du Burkina
VAO : Village artisanal de Ouagadougou

Liste des tableaux

Tableau 01 : Evolution du personnel du MICA selon le sexe	19
Tableau 02 : Evolution des dotations budgétaires du MICA (en milliards de FCFA)	21
Tableau 03 : Entreprises créées aux CEFORE par région.....	23
Tableau 04 : Indicateurs globaux des sociétés d'Etat (en milliards de F CFA)	25
Tableau 05 : Quelques indicateurs économiques	27
Tableau 06 : Répartition des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou.....	29
Tableau 07 : Documents de commerce délivrés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso	31
Tableau 08 : Demandes de titres adressées à l'OAPI	33
Tableau 09 : Contrôles métrologiques effectués par type d'instruments de mesure	35
Tableau 10 : Contrôles de qualité effectués par type de produits.....	35
Tableau 11 : Analyses de qualité effectuées par type de produits	36
Tableau 12 : Top 5 des entreprises industrielles en termes d'effectifs selon la branche d'activité en 2017	38
Tableau 13 : Top 5 de la production des entreprises industrielles en 2017 selon la branche d'activité (en millions de F CFA)	38
Tableau 14 : Top 5 en terme de chiffre d'affaires des entreprises industrielles en 2017 selon la branche d'activité (en millions de F CFA)	38
Tableau 15 : Top 5 de la consommation en matières premières des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2017 (en millions de F CFA)	38
Tableau 16 : Top 5 de la consommation en produits pétroliers des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2017 (en millions de F CFA)	39
Tableau 17 : Top 5 de la consommation en électricité des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2017 (en millions de F CFA)	39
Tableau 18 : Top 5 des entreprises industrielles en termes de masse salariale selon la branche d'activité en 2015 (en millions de F CFA)	39
Tableau 19 : Evolution des variables de gestion des entreprises industrielles (en millions de F CFA)	39
Tableau 20 : Evolution de l'indice trimestriel de production industrielle par type d'industries.....	41
Tableau 21 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de FCFA)	43
Tableau 22 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards de F CFA)	45
Tableau 23 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliers de tonnes)	45
Tableau 24 : Evolution des exportations par continent (en milliards FCFA)	45
Tableau 25 : Evolution des principaux produits importés (en milliards FCFA).....	48
Tableau 26 : Evolution des importations des produits de grande consommation (en milliers de tonnes)	48
Tableau 27 : Evolution des importations par continent (en milliards FCFA).....	48
Tableau 28 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du sorgho blanc (en FCFA/kg) dans quelques villes	51
Tableau 29 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du mil (en FCFA/kg) dans quelques villes.....	51
Tableau 30 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du maïs blanc (en FCFA/kg) dans quelques villes	51
Tableau 31 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du riz importé 25% brisures (en FCFA/kg) dans quelques villes	51
Tableau 32 : Evolution des prix moyens annuels du Taurillon/ Génisse bon état (en milliers de FCFA/tête) dans quelques marchés.....	54
Tableau 33 : Evolution des prix moyens annuels du Taureau/bœuf bon état (en milliers de FCFA/tête)	54
Tableau 34 : Evolution des prix moyens annuels du Bélier mossi bon état (en milliers de FCFA/tête).....	54

Tableau 35 : Evolution des prix moyens annuels de la Chèvre mossi en bon état (en milliers de FCFA/tête)	54
Tableau 36 : Variation du prix de vente à la pompe du litre d'hydrocarbures à Ouagadougou en FCFA..	57
Tableau 37 : Variations moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation par fonction de 2009 à 2018	59
Tableau 38 : Evolution des abattages contrôlés par espèces (en carcasses)	61
Tableau 39 : Evolution des ventes des produits artisanaux au VAO	63

Liste des graphiques

Graphique 01: Evolution du personnel du MICA.....	19
Graphique 02: Répartition du personnel du MICA en 2019 par tranche d'âge	19
Graphique 03 : Répartition du personnel du MICA en 2019 selon la catégorie professionnelle.....	19
Graphique 04 : Répartition du personnel du MICA en 2019 selon le genre	19
Graphique 05 : Evolution des dotations budgétaires du MICA (en milliards de FCFA).....	21
Graphique 06 : Structure du budget du MICA (en %)	21
Graphique 07 : Evolution du taux d'exécution du budget du MICA (en %)	21
Graphique 08 : Evolution de la part du budget du MICA (en %) par rapport au budget national	21
Graphique 09 : Evolution du nombre d'entreprises créées aux CEFORE	23
Graphique 10 : Répartition des entreprises créées (en %) aux CEFORE selon la localité en 2019	23
Graphique 11: Répartition des entreprises enregistrées au CEFORE suivant les domaines d'activités en 2019.....	23
Graphique 12: Répartition des entreprises enregistrées au CEFORE selon le sexe du promoteur en 2019	23
Graphique 15 : Evolution de la masse salariale des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)	25
Graphique 16 : Evolution de l'effectif des employés des sociétés d'Etat	25
Graphique 13 : Evolution du CA et de la VA des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)	25
Graphique 14 : Evolution de l'EBE et du résultat net des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA).....	25
Graphique 17 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation	27
Graphique 18 : Evolution du volume des investissements directs étrangers (milliards de FCFA)	27
Graphique 19 : Evolution du crédit intérieur fourni au secteur privé rapporté au PIB (en %)	27
Graphique 20 : Evolution du classement Doing business du Burkina Faso rapporté au nombre de pays classé	27
Graphique 21 : Evolution des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou	29
Graphique 22 : Répartition des documents d'investissement délivrés à Ouagadougou en 2019	29
Graphique 23 : Evolution du nombre d'autorisation d'implantations d'unités industrielles et des investissements prévisionnels.....	29
Graphique 24 : Evolution des constatations de démarrage des activités.....	29
Graphique 25 : Evolution des déclarations préalables d'importation	31
Graphique 26 : Evolution des autorisations spéciales pour le commerce extérieur	31
Graphique 27 : Evolution de la délivrance des C.P.C et des C.O	31
Graphique 28 : Répartition des documents de commerce délivrés en 2019.....	31
Graphique 29 : Evolution de l'ensemble des demandes de titres adressées à l'OAPI en 2019	33
Graphique 30 : Répartition de l'ensemble des demandes de titres auprès de l'OAPI en 2019	33
Graphique 31 : Répartition des opérations de contrôles réalisées par l'ABNORM en 2019	36
Graphique 32 : Répartition des contrôles métrologiques effectués en 2019.....	36
Graphique 33 : Indice global de production industrielle (base 100 en 2007)	41
Graphique 34 : Evolution de l'indice de production des industries extractives (base 100 en 2007)	41
Graphique 35 : Evolution de l'indice de production des industries alimentaires et tabac (base 100 en 2007).....	41
Graphique 36 : Evolution de l'indice de production des industries du papier (base 100 en 2007)	41
Graphique 37 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)	43
Graphique 38 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)	43
Graphique 39 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de F CFA).....	43
Graphique 40 : Evolution du taux de couverture de la balance commerciale (en %).....	43
Graphique 41 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA).....	46
Graphique 42 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination des produits Burkinabè (en milliards FCFA)	46

Graphique 43 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA).....	49
Graphique 44 : Evolution des importations selon les principaux pays de provenance des produits (en milliards FCFA)	49
Graphique 45 : Evolution des prix du sorgho blanc (en FCFA/ kg) dans quelques villes.....	52
Graphique 46 : Evolution des prix du mil (en FCFA/ kg) dans quelques villes	52
Graphique 47 : Evolution des prix du maïs blanc (en FCFA/ kg) dans quelques villes	52
Graphique 48 : Evolution des prix du riz importé 25% brisures (en FCFA/ kg) dans quelques villes	52
Graphique 49 : Evolution des prix moyens annuels du Taurillon/ Génisse bon état (en milliers de FCFA tête)	55
Graphique 50 : Evolution des prix annuels du Taureau/bœuf bon état (en milliers de FCFA/tête)	55
Graphique 51 : Evolution des prix moyens annuels du Bélir mossi bon état (en milliers de FCFA/tête) ..	55
Graphique 52 : Evolution des prix moyens annuels de la Chèvre mossi en bon état (en milliers de FCFA/tête)	55
Graphique 53 : Evolution des prix de vente du super 91 dans quelques villes (en FCFA/litre)	57
Graphique 54 : Evolution du prix de vente du gasoil dans quelques villes (en FCFA/litre).....	57
Graphique 55 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation	59
Graphique 56 : Evolution de l'indice des prix des produits alimentaires.....	59
Graphique 57 : Evolution de l'indice des prix du logement, eau, gaz, électricité	59
Graphique 58 : Evolution de l'indice des tarifs de transports	59
Graphique 59 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Ouagadougou (en carcasses) ...	61
Graphique 60 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Bobo-Dioulasso (en carcasses) .	61
Graphique 61 : Evolution par type de ventes des produits artisanaux au VAO	63
Graphique 62 : Répartition des ventes des produits artisanaux au VAO en 2019.....	63

RESUME

Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA) dispose de 683 agents en 2019 contre 601 en 2018, en hausse de 13,6%. Plus de 70% du personnel a moins de 40 ans et l'âge moyen est de 36 ans. Le personnel est à prédominance masculine (75%). La structuration par catégorie professionnelle fait ressortir 42% de cadres supérieurs et 52% de cadres moyens.

La dotation budgétaire de 2019 est en baisse de 51,5% s'établissant à 7,5 milliards de F CFA. Sur les dix dernières années, le budget demeure inférieur à 1% du budget national. Un tiers du budget est alloué aussi bien aux investissements qu'aux dépenses de transferts et 6% réservé au fonctionnement. Les taux d'exécution sont supérieurs à 90% en 2019 quel que soit la nature de la dépense.

Les entreprises nouvellement enregistrées aux CEFORE sont en hausse de 5% comparativement à 2018. La capitale Ouagadougou compte (67%) des nouveaux enregistrements. Les entreprises exerçant dans le commerce représentent 50% et celles des services 40%. L'industrie et l'artisanat concernent respectivement 2% et 8% des enregistrements.

Vingt-deux (22) entreprises publiques figurent dans le portefeuille de l'Etat en 2019 dont trois (03) établissements publics de prévoyance sociale. Le chiffre d'affaires global réalisé en 2019 atteint 1 379,3 milliards de F CFA, en hausse de 8,7% par rapport à 2018. Leur contribution au budget de l'Etat s'élève à 335,6 milliards de F CFA en hausse de 1,1% par rapport à 2018.

Les investissements directs étrangers (IDE) ont triplé en 2019 malgré une détérioration du classement Doing Business du Burkina Faso, recul de 3 places, se classant 151^e sur 190 pays. En effet, le volume des IDE est de 112 milliards de F CFA en 2019 soit une hausse de 217,4% par rapport à 2018. Aussi, le crédit intérieur fourni au secteur privé atteint 35% du PIB. L'inflation mesurée par l'Indice harmonisé des prix à la consommation diminue de 3,1% par rapport à 2018.

Le nombre de documents d'investissement délivrés en 2019 croît de 27,2% par rapport à l'année précédente. Les autorisations d'implantation d'unités industrielles représentent 50% des titres délivrés. Concernant les documents de commerce délivrés, ils baissent de 2,1% par rapport à 2018, suite à la diminution de 13,9% des demandes de déclarations préalables d'importation. Ce document représente 70,6% des titres de 2019.

Le nombre de demandes de titres adressées à l'OAPI dont 40% sont relatives aux noms commerciaux augmente de 2,1% par rapport à 2018.

En rapport avec la promotion de la qualité, les activités y relatives en 2019, ont concerné les contrôles métrologiques (31%), les analyses de qualité (35%) et les contrôles de qualité 34%. Au total, 17 816 opérations sont réalisées en hausse de 108,5% par rapport à l'an passé.

La balance commerciale déficitaire de 556,5 milliards de F CFA en 2019 s'est améliorée de 6,4% par rapport à l'année précédente grâce à une croissance plus importante des exportations de 5,5% contre 2,2% pour les importations. L'or, premier produit d'exportation du Burkina Faso avec 1 329,2 milliards F CFA progresse de 11,6% par

rapport à 2018 et représente 70,1% des exportations. Les produits du Burkina ont pour destination principale la Suisse, l'Inde, Singapour, la Côte d'Ivoire et la France. Les exportations en direction du continent africain reculent de 8,6% et s'élèvent à 216,1 milliards de F CFA.

En matière de commerce intérieur, les prix moyens des principales céréales locales baissent sur les différents marchés en 2019 tandis que, ceux du bétail enregistrent des variations diverses selon les marchés et l'espèce. Les prix à la pompe des hydrocarbures liquides haussent tandis que ceux du gaz butane demeurent stables depuis 2013.

Le village artisanal de Ouagadougou connaît une baisse continue de son chiffre d'affaires depuis 2013 et s'établit à 263,1 millions de F CFA en 2019, en repli de 20% par rapport à 2018. Les ventes en ateliers et les commandes à l'export baissent respectivement de 21,1% et 45,9% par rapport à l'année précédente.

Contexte

Selon les projections démographiques issues du RGPH 2006, la population du Burkina Faso est de 21 millions d'habitants en 2019 avec 51,7% de femmes. Elle est extrêmement jeune (59,1% de moins de 20 ans). Elle est inégalement répartie sur le territoire national et à forte dominance rurale (77,3%) et un taux d'analphabétisme élevé (71,3%). La pauvreté est essentiellement rurale avec des disparités régionales, bien qu'elle soit en croissance en milieu urbain.

La conjoncture économique mondiale, en 2019, est marquée par un ralentissement de la croissance dont le taux s'est établi à 2,9% contre 3,7% en 2018. Cette décroissance est la conséquence de l'aggravation des incertitudes liées principalement aux tensions commerciales et géopolitiques, au resserrement des conditions financières et à la normalisation de la politique monétaire dans les plus grands pays développés. L'économie mondiale se caractérise par un ralentissement généralisé de l'industrie manufacturière et du commerce mondial. En effet, la hausse des droits de douane et l'incertitude prolongée qui entoure les politiques commerciales ont entraîné une baisse des investissements et de la demande des biens d'équipement. Ainsi, la croissance du volume des échanges commerciaux au premier semestre de 2019 de 1% est la plus faible enregistrée depuis 2012.

Au plan sous régional, les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) maintiennent une bonne dynamique de croissance (+6,6%) en 2019 comme en 2018. L'activité économique tient dans un contexte de recul du niveau général des prix avec le bon approvisionnement des marchés en produits de grande consommation et la baisse des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux.

Au plan national, l'année 2019 est caractérisée par l'accentuation des attaques terroristes et la poursuite des revendications sociales dans le secteur public.

Au plan macroéconomique, la croissance du PIB est ressortie à 5,7% contre 6,8% en 2018. Cette situation résulte principalement du ralentissement de la croissance dans les secteurs primaire et secondaire dont les taux de croissance passent chacun de 8,0% en 2018 à respectivement 0,6% et 1,1% en 2019. Le secteur tertiaire progresse de 10,3%¹.

L'accroissement de l'activité s'est opéré dans le contexte d'une baisse du niveau général des prix à la consommation de 3,1% par rapport à 2018.

Au niveau des finances publiques, les recettes totales et dons affichent 1 881,97 milliards F CFA, en hausse de 7,8% par rapport à 2018, essentiellement due à l'évolution des recettes non fiscales (+146,3 milliards). Quant aux dépenses totales, elles augmentent de 2,3% par rapport à 2018 et atteignent 2 177,42 milliards F CFA. Le déficit budgétaire est contenu à 3% du PIB.

En pourcentage du PIB, le déficit de la balance des transactions courantes se situerait à 6,3% en 2019 contre 4,7% en 2018, en hausse de 1,6 point de pourcentage.

¹ Données issues du cadrage d'août 2020

En matière de création de richesses, la valeur ajoutée du secteur secondaire augmente de 0,4% en 2019 contre 3,6% en 2018. Cette contreperformance résulte des baisses enregistrées dans les branches extraction (3,9%) et BTP (5,9%) en raison de la recrudescence des attaques terroristes.

Avec les actions engagées dans le cadre de la relance des entreprises en difficulté, la poursuite des travaux d'aménagement et la viabilisation des zones industrielles (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso), la part de l'industrie manufacturière dans le PIB de 5,4% en 2018 est attendue à 8% en 2019.

Les actions majeures réalisées dans le secteur suite à l'adoption de la loi n°038-2018, portant Code des investissements sont la vulgarisation, la mise en place de la Commission Nationale d'Investissement, la diffusion de la loi et de la Charte des PME, la tenue des sessions de la Commission Nationale des PME et la finalisation de l'implantation de l'usine d'égrainage de coton bio à Koudougou.

Le renforcement de la mise en marché des produits nationaux à travers le mot d'ordre « consommons burkinabè » s'est traduit par une baisse de la part des produits alimentaires dans les importations de biens, en passant de 10,7% en 2018 à 9,6% en 2019.

Malgré une amélioration de 0,1 point de son score, le Burkina Faso perd trois (03) places dans le classement Doing Business, en passant de la 148^è place en 2018 à la 151^è place en 2019 sur 190 pays.

1. MOYENS DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

1.1. Moyens humains

Points saillants :

- Augmentation de 13,6% de l'effectif du personnel du MICA en 2019 ;
- 3/4 du personnel dans la région du Centre.

Commentaires :

En 2019, l'effectif du personnel du MICA s'élève à 683 agents contre 601 en 2018, soit une hausse de 13,6%. Le personnel est à prédominance masculine (80%). La tranche d'âge dominante est celle de 30 à 34 ans avec 30% de l'effectif. Cette tranche avec celles de 25-29 ans et 35-39 ans représentent 70% de l'effectif, témoignant ainsi de la jeunesse du personnel du MICA. L'âge moyen est de 36 ans en 2019. Le personnel est constitué de 42% de cadres supérieurs et 52 % de cadres moyens. Il se concentre dans la région du Centre avec 77,5% de l'effectif en 2019.

Sur les dix dernières années, l'effectif du personnel a varié en dents de scie entre 2010 et 2015. Depuis 2016, il progresse continuellement, du fait de l'augmentation des agents formés dans les emplois spécifiques du département. Le taux de croissance moyen de l'effectif est de 6,1% l'an.

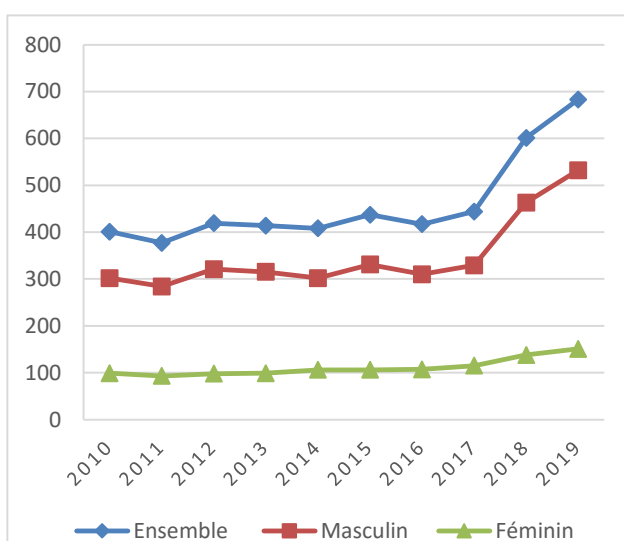
Source : Direction des ressources humaines

Les cadres supérieurs sont constitués des agents de catégorie A et P et assimilés tandis que les cadres moyens regroupent les agents de catégorie B et C et assimilés. Le personnel d'appui regroupe les chauffeurs, les agents de liaison et les gardiens.

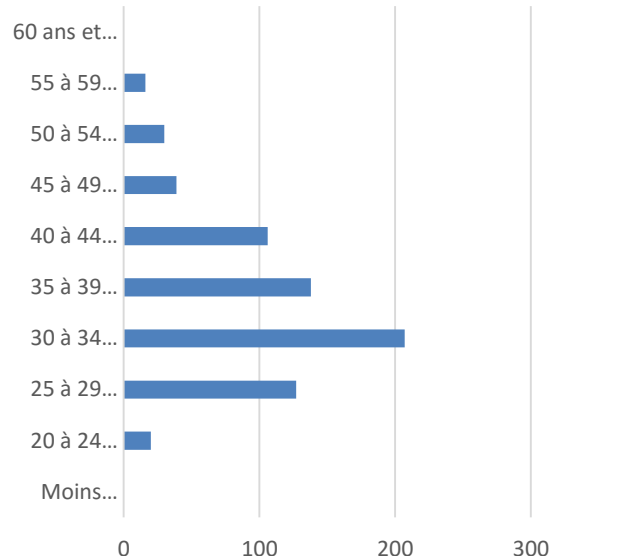
Tableau 01 : Evolution du personnel du MICA selon le sexe

	Effectif en 2019	Variation/ 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Homme	532	14,9	76,2
Femme	151	9,4	52,5
Ensemble	683	13,6	70,3

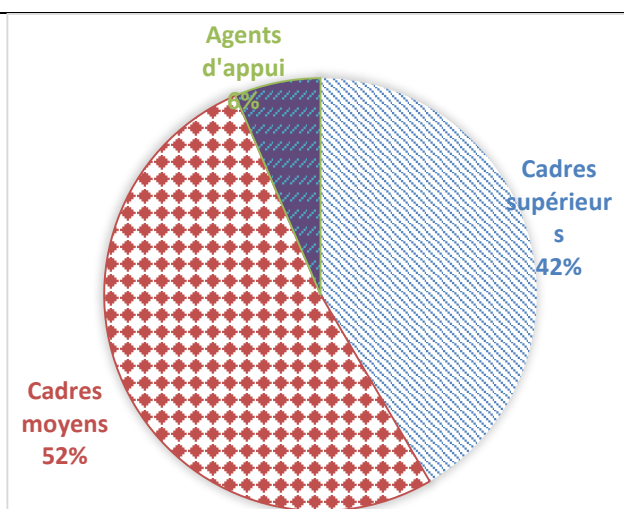
Graphique 01: Evolution du personnel du MICA



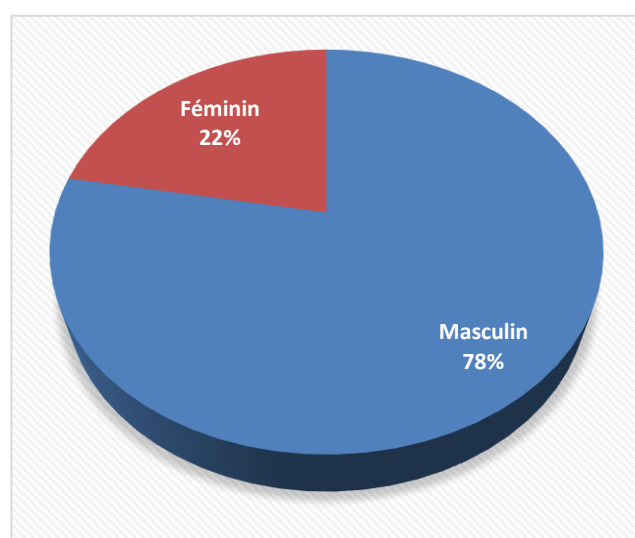
Graphique 02: Répartition du personnel du MICA en 2019 par tranche d'âge



Graphique 03 : Répartition du personnel du MICA en 2019 selon la catégorie professionnelle



Graphique 04 : Répartition du personnel du MICA en 2019 selon le genre



1.2. Moyens financiers

Points saillants :

- Baisse de 50% du budget du MICA en 2019 ;
- 6% du budget alloué aux dépenses de fonctionnement en 2019.

Commentaires :

En 2019, le budget du MICA s'élève à 7,5 milliards de F CFA, en baisse de 51,5% par rapport à l'année précédente. Cette baisse résulte de la diminution des dotations pour les transferts et les investissements régressant respectivement de 80% et 50%.

La dotation budgétaire du département représente 0,3% du budget de l'Etat en 2019, en recul de 0,4 point par rapport à 2018. Elle demeure inférieure à 1% sur la décade 2010-2019.

En 2019, un tiers du budget est consacré aussi bien aux dépenses d'investissement qu'aux dépenses de transferts. La part réservée au fonctionnement représente 6% et cela limite les actions du département sur le terrain notamment la promotion du secteur privé, moteur de la croissance.

La répartition du budget 2019 par programme donne 36% au programme « industrie », 25% au programme « pilotage et soutien », 16% au programme « commerce », 15% au programme « secteur privé » et 8% au programme « artisanat ».

Les taux d'exécution du budget par nature de dépense sont supérieurs à 90% au cours de l'année 2019. Ils évoluent en dents de scie sur la période 2010-2019.

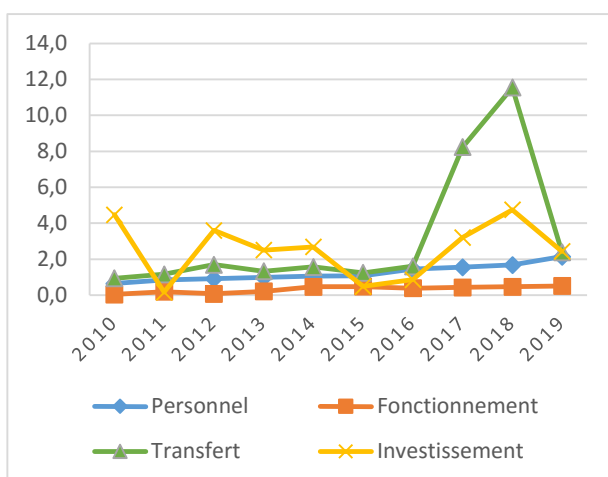
Source : Direction de l'administration et des finances

Le budget programme est entré en vigueur en 2017. A partir de 2016, le budget du MICA inclut les financements extérieurs.

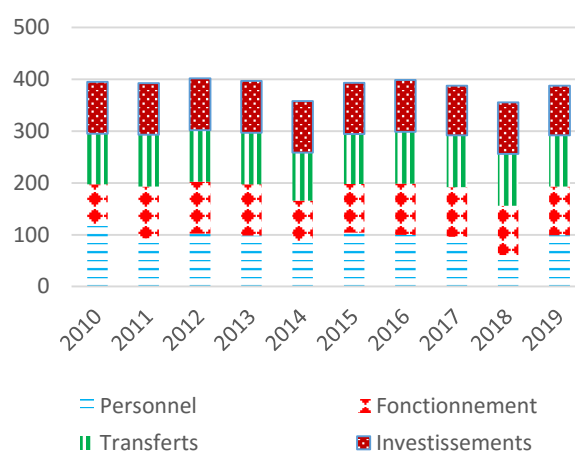
Tableau 02 : Evolution des dotations budgétaires du MICA (en milliards de FCFA)

	Budget 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Total Budget MCIA	7,5	-51,5	22,6
Personnel	2,1	27,4	234,4
Fonctionnement	0,5	10,9	1 175,0
Transfert	2,4	-79,3	154,3
Investissement	2,5	-48,8	-45,6
Total budget Etat	2 366,7	8,0	97,7

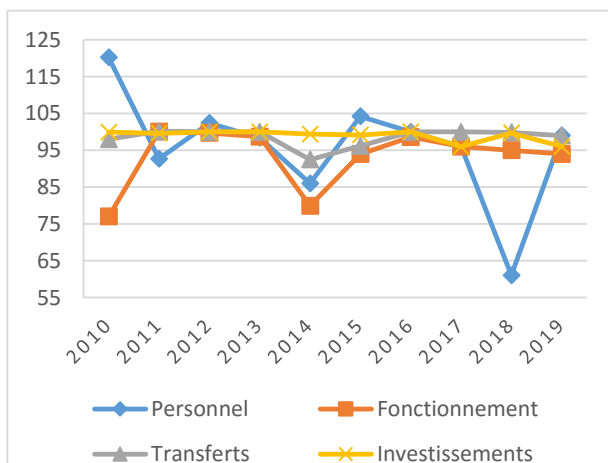
Graphique 05 : Evolution des dotations budgétaires du MICA (en milliards de FCFA)



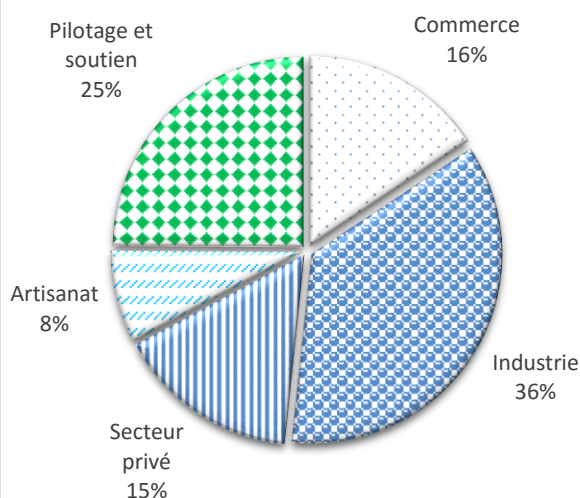
Graphique 06 : Structure du budget du MICA (en %)



Graphique 07 : Evolution du taux d'exécution du budget du MICA (en %)



Graphique 08 : Evolution de la part du budget du MICA (en %) par rapport au budget national



2. LES ENTREPRISES

2.1. Les entreprises enregistrées aux CEFORE

Points saillants :

- 67% des entreprises enregistrées au CEFORE de Ouagadougou ;
- 89,7% des entreprises enregistrées exercent dans le commerce et les services.

Commentaires :

Au total, 13 137 nouvelles entreprises ont été créées et enregistrées aux CEFORE en 2019 ; un effectif en hausse de 5% comparativement à 2018. Les CEFORE des régions du Sahel et du Sud-Ouest enregistrent les plus fortes baisses, avec respectivement 37,8% et 23,4%, essentiellement dues à l'insécurité dans ces localités.

Tout comme en 2018, 67% des enregistrements sont faits au CEFORE de Ouagadougou, 12% à Bobo-Dioulasso et 21% dans les 12 autres villes d'implantation des CEFORE. La moitié des entreprises créées exercent dans le domaine du commerce, 40% dans les services, 2% dans l'industrie et 8% dans l'artisanat. Le faible niveau d'investissement et la facilité d'installation expliquent l'attrait des promoteurs vers le commerce et les services contrairement à l'industrie. Les promoteurs sont constitués à 80% d'hommes et 20% de femmes. En comparaison avec l'année 2018, 42% des entreprises créées exerçaient dans le commerce, 5,3% dans l'industrie et 3% dans l'artisanat.

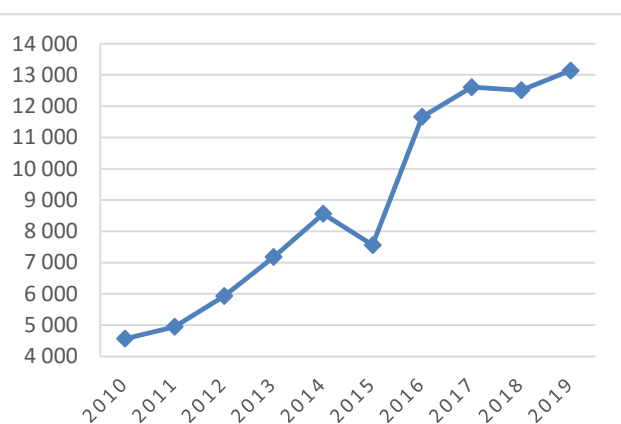
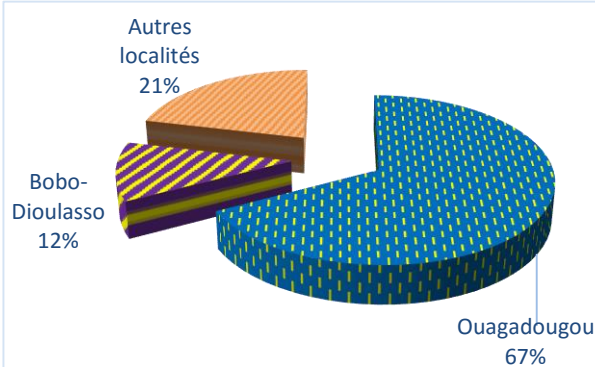
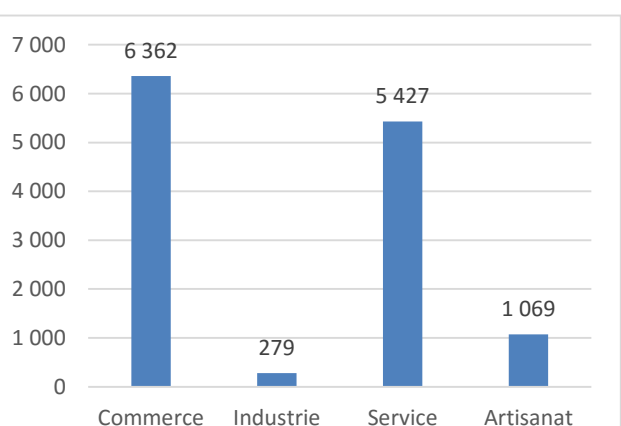
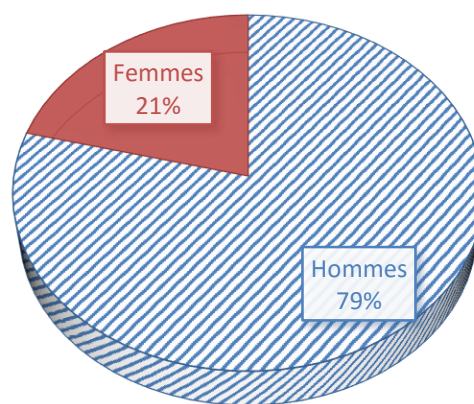
Sur la décade 2010-2019, les créations d'entreprises dans les CEFORE sont à la hausse. Les actions d'incitation à la formalisation des entreprises, la facilitation des procédures de création et la décentralisation des centres de création contribuent à l'atteinte des résultats. Le taux d'accroissement moyen annuel est de 12,4%.

Source : Centre de formalités des entreprises

Les CEFORE sont implantés dans les 13 chefs-lieux de région et à Koupéla.

Tableau 03 : Entreprises créées aux CEFORE par région

	Effectif en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Dédougou	241	10,6	
Ouagadougou	8 837	6,1	144,7
Tenkodogo	355	33,5	181,7
Kaya	197	8,2	181,4
Koudougou	366	1,9	363,3
Fada N'Gourma	247	-3,1	404,1
Bobo-Dioulasso	1508	-8,0	204,6
Ouahigouya	413	-3,5	293,3
Dori	143	-37,8	
Gaoua	131	-23,4	
Banfora	273	21,9	
Koupèla	147	-5,8	
Ziniaré	117	1 362,5	
Manga	162	285,7	
Ensemble	13 137	5,0	187,5

Graphique 09 : Evolution du nombre d'entreprises créées aux CEFORE**Graphique 10 : Répartition des entreprises créées (en %) aux CEFORE selon la localité en 2019****Graphique 11: Répartition des entreprises enregistrées au CEFORE suivant les domaines d'activités en 2019****Graphique 12: Répartition des entreprises enregistrées au CEFORE selon le sexe du promoteur en 2019**

2.2. Les sociétés d'Etat

Points saillants :

- Hausses respectives de 9,5% et 4,8% du chiffre d'affaires et du résultat net en 2019 ;
- Hausse de 0,8% de la contribution des sociétés d'Etat au budget de l'Etat.

Commentaires :

L'Etat Burkinabè dispose en 2019 de 22 entreprises publiques dont 19 sociétés d'Etat et 03 établissements publics de prévoyance sociale. Le chiffre d'affaires des sociétés d'Etat augmente de 9,5% comparativement à 2018, atteignant 1 134,5 milliards de F CFA. Cette amélioration est impulsée principalement par l'augmentation des volumes d'activités de la SONABHY, de la SONABEL et de la LONAB respectivement de 72 milliards, 13 milliards et 10 milliards de F CFA. Concernant les établissements publics de prévoyance sociale, leur chiffre d'affaires progresse de 14% par rapport à 2018 pour être à 244,8 milliards de F CFA.

Cependant, la valeur ajoutée globale des sociétés d'Etat recule de 2,1% comparativement à 2018, et se stabilise à 205,3 milliards de F CFA. Cette baisse est consécutive à la baisse du volume d'activités de La Poste BF, à la hausse des consommations intermédiaires de la SONABEL et la baisse de la subvention d'exploitation de la SONABHY. Consécutivement, l'excédent brut d'exploitation baisse de 6,4% par rapport à 2018, se stabilisant à 142,1 milliards de F CFA en 2019. Le résultat net global, bénéficiaire, en hausse de 4,8%, passe de 69,1 milliards de F CFA en 2018 à 72,4 milliards de F CFA en 2019. La SONABHY, la LONAB et l'ONEA affichent les meilleurs résultats nets avec respectivement 41,9 milliards, 18,8 milliards et 4,7 milliards de F CFA en 2019.

Sur la décade 2010-2019, les principaux indicateurs de gestion des sociétés d'Etat ont une tendance haussière.

L'effectif total du personnel des entreprises est en hausse de 6,1% avec 7 028 agents en 2019. La masse salariale quant à elle, progresse de 5,3 milliards de F CFA sur la même période.

La contribution au budget de l'Etat des sociétés d'Etat est de 333,2 milliards de F CFA en 2019, contre 330,6 milliards de F CFA en 2018, soit une hausse de 0,8%.

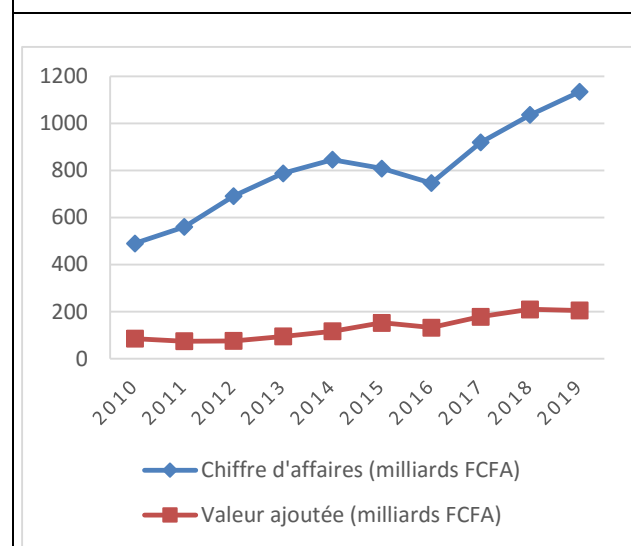
Source : Direction générale de la promotion de l'entreprise

La Caisse nationale d'assurance maladie universelle récemment créée n'a pas produit d'états financiers en 2019.

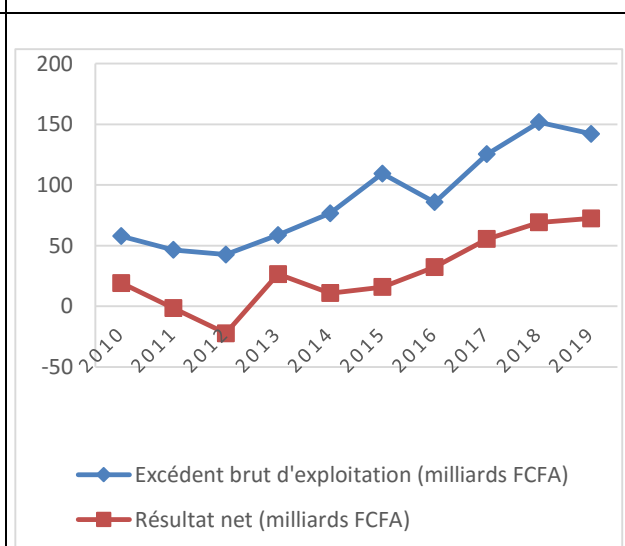
Tableau 04 : Indicateurs globaux des sociétés d'Etat (en milliards de F CFA)

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Chiffre d'affaires	1 134,5	9,5	131,5
Valeur ajoutée	205,3	-2,1	140,1
Excédent brut d'exploitation	142,1	-6,4	145,8
Bénéfices	72,4	4,8	277,1
Masse salariale	49	-15,4	76,9
Effectif (en nombre)	7028	6,1	49,2

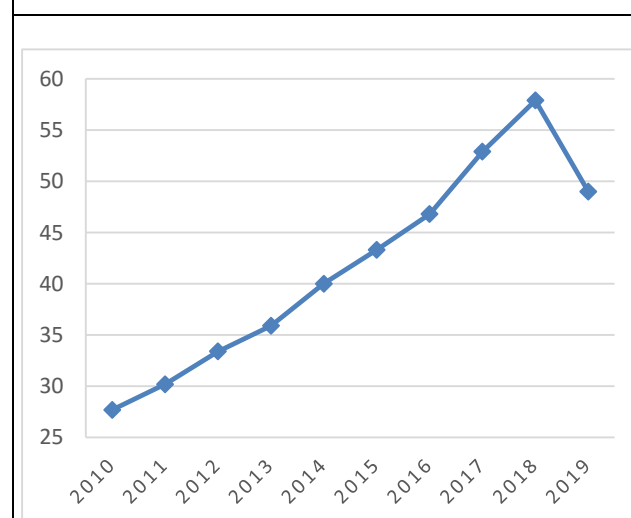
Graphique 13 : Evolution du CA et de la VA des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)



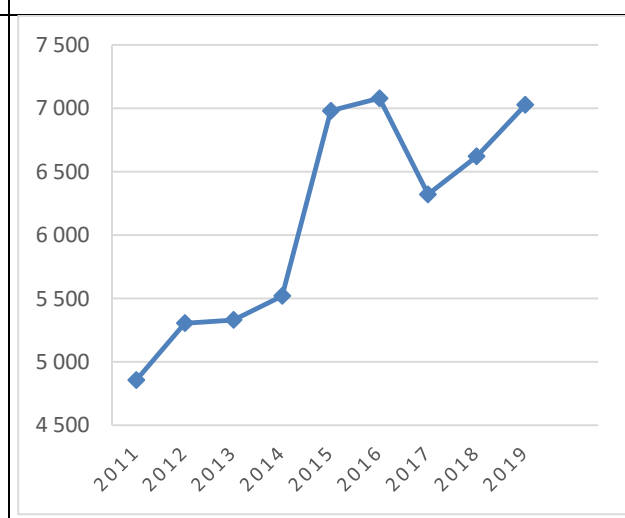
Graphique 14 : Evolution de l'EBE et du résultat net des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)



Graphique 15 : Evolution de la masse salariale des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)



Graphique 16 : Evolution de l'effectif des employés des sociétés d'Etat



3. L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES

3.1. Quelques indicateurs économiques sur l'environnement des entreprises

Points saillants :

- Baisse de 3,2% du niveau général des prix en 2019 ;
- Afflux des investissements directs étrangers (112 milliards de FCFA) en 2019 ;
- Régression de trois (3) places dans le classement Doing Business du Burkina Faso en 2019.

Commentaires :

La hausse du niveau général des prix de 1,9% constatée en 2018, a été contenue et s'est traduite par une baisse des prix de 3,2% en 2019. Ce niveau de l'indice conforte le respect par le Burkina du niveau d'inflation maximale de 3% au sein du marché commun de l'UEMOA. Sur la période 2010-2019, le niveau général des prix augmente de 1,5%. En effet, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est en hausse jusqu'en 2017 avant de décroître.

Le volume des investissements directs étrangers nets atteint 112 milliards de F CFA contre (95,4) milliards de F CFA en 2018, soit une hausse de 17,4%. Le crédit intérieur fourni au secteur privé quant à lui, atteint 35% du PIB en 2019, en hausse de 2,9% par rapport à l'année précédente. Il enregistre par ailleurs, une tendance haussière sur les dix dernières années. La pression fiscale atteint 17,5% en 2019, en hausse de 1,7% par rapport à 2018 mais demeure inférieure à la norme communautaire de 20% minimum.

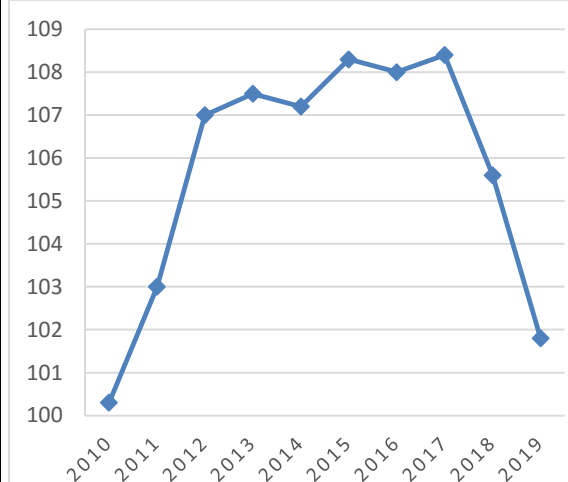
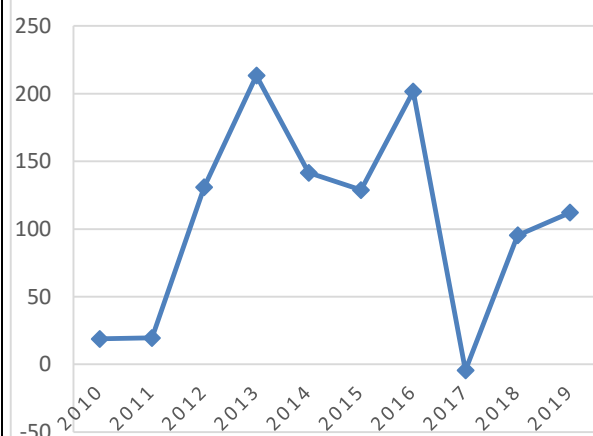
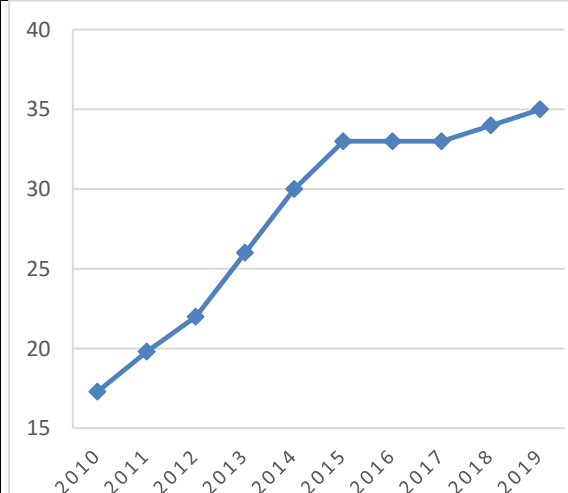
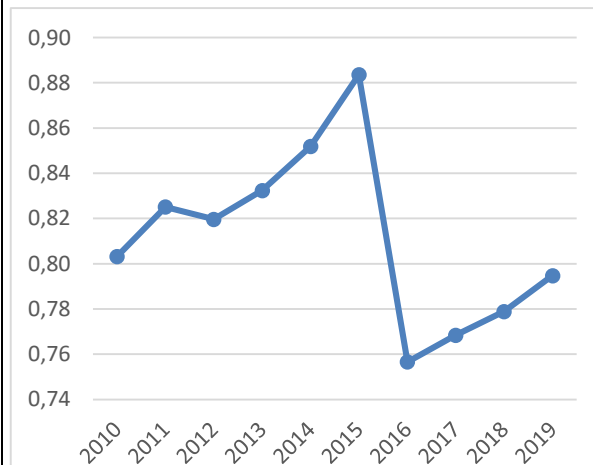
Le classement Doing Business du Burkina se dégrade de trois (3) places en 2019. Le Burkina passe de la 148^e place en 2018 à la 151^e sur 190 pays classés, ce malgré une légère amélioration de son score de 0,1 point. Au sein de la CEDEAO le Burkina Faso occupe la 10^e place sur 16 pays classés en 2019 contre la 9^e précédemment. Cette situation s'explique essentiellement par l'absence de réformes majeures entreprises par le pays durant la période de référence.

Source : DGEP/BCEAO/INSD/ Rapport sur le système de suivi des performances du secteur privé.

Le classement Doing business mesure l'aspect de l'environnement réglementaire des entreprises. Il est réalisé par la banque mondiale à partir des données recueillies des pays et relatives à la facilité d'y faire des affaires.

Tableau 05 : Quelques indicateurs économiques

	Valeurs en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Indice harmonisé des prix à la consommation	102,3	-3,1	1,5
Volume des investissements directs étrangers (en milliards de FCFA)	112,1	217,4	493,1
Crédit intérieur fourni au secteur privé (% PIB)	35	2,9	102,3
Taux de ponction fiscale (%)	17,5	1,7	34,6

Graphique 17 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation**Graphique 18 : Evolution du volume des investissements directs étrangers (milliards de FCFA)****Graphique 19 : Evolution du crédit intérieur fourni au secteur privé rapporté au PIB (en %)****Graphique 20 : Evolution du classement Doing business du Burkina Faso rapporté au nombre de pays classé**

3.2. Documents d'investissements

Points saillants :

- Hausse de 27,2% du nombre de documents d'investissement délivrés en 2019 ;
- Au moins 50% d'autorisations d'implantation d'unités industrielles.

Commentaires :

Le nombre de documents d'investissement délivrés en 2019 augmente de 27,2% par rapport à 2018, contre un repli de 15,8% précédemment. Ces documents sont constitués à plus de 50% de demandes d'autorisations d'implantation d'unités industrielles. Entre 2010 et 2019, les demandes d'autorisations d'implantation d'unités industrielles ont une tendance haussière et traduit l'attrait et la volonté des investisseurs à s'implanter au Burkina Faso.

De façon spécifique, on constate une hausse de 13,4% du nombre d'autorisations d'implantation d'unités industrielles, 112,5% pour les constatations de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements et 71% pour les agréments au code des investissements. Cette augmentation s'explique par les mesures incitatives et les avantages spécifiques accordés par l'Etat à travers le code des investissements pour encourager et/ou attirer les investisseurs.

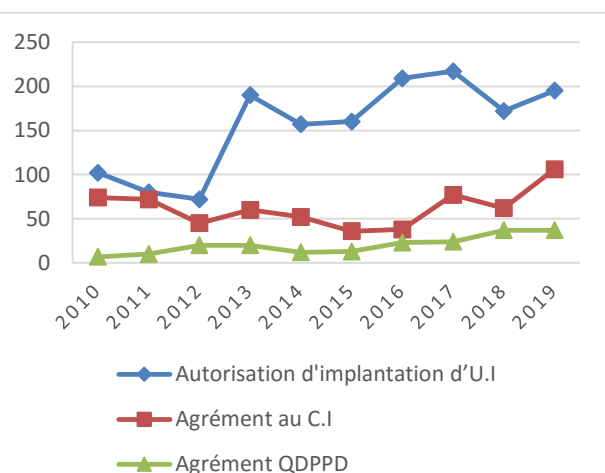
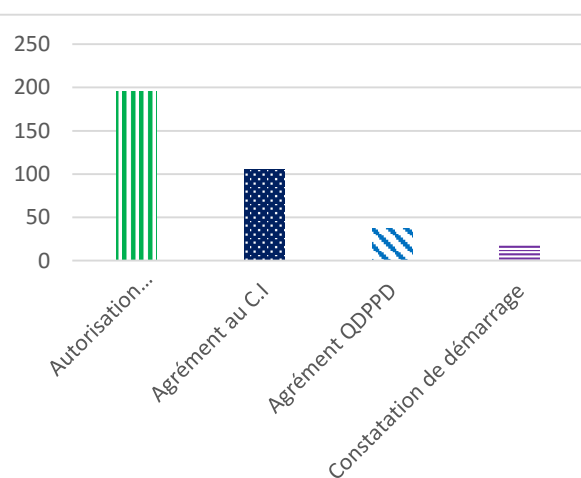
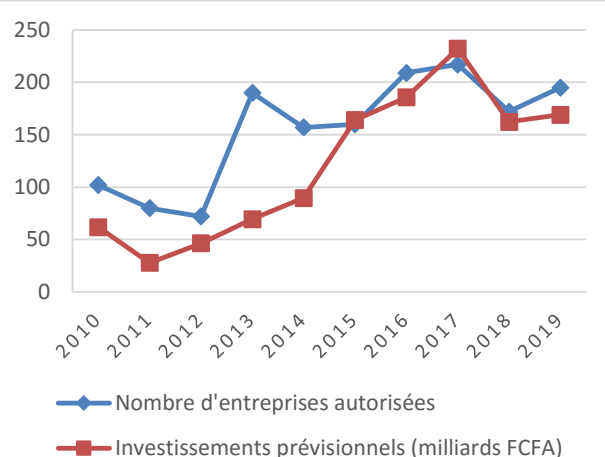
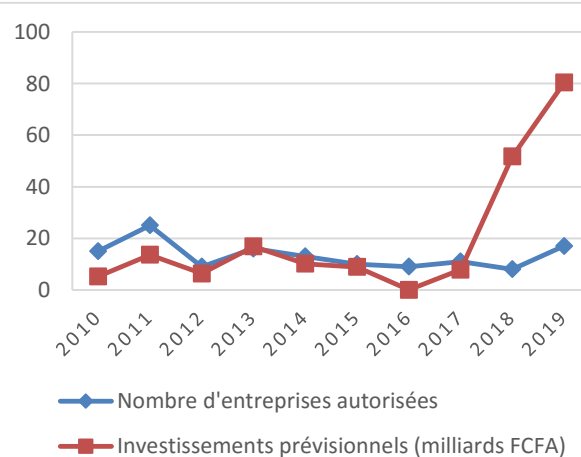
Cependant, seuls les agréments en qualité de distributeur de produits pétroliers et dérivés n'enregistrent pas de variation entre 2018 et 2019.

En termes d'investissements, un montant prévisionnel de 169 milliards de FCFA est annoncé pour l'ensemble des unités dénombrées au titre des autorisations d'implantation d'unités industrielles contre 162,3 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 6,7 milliards de FCFA. En ce qui concerne les constatations de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements, 80,4 milliards de FCFA ont été enregistrés en 2019 contre 51,7 milliards de FCFA en 2018, en croissance de 28,7 milliards de FCFA.

<p><u>Source :</u> Guichet unique du commerce et de l'investissement</p>
--

Tableau 06 : Répartition des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou

	Valeurs en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Autorisation d'implantation d'unités industrielles	195	13,4	91,2
Agrément au code des investissements	106	71,0	43,2
Agrément en qualité de distributeur de produits pétroliers et dérivés	37	0,0	428,6
Constatation de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements	17	112,5	13,3
Ensemble	355	27,2	79,3

Graphique 21 : Evolution des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou**Graphique 22 : Répartition des documents d'investissement délivrés à Ouagadougou en 2019****Graphique 23 : Evolution du nombre d'autorisation d'implantations d'unités industrielles et des investissements prévisionnels****Graphique 24 : Evolution des constatations de démarrage des activités**

3.3. Documents de commerce

Points saillants :

- Baisse de 13,9% du nombre de DPI délivrés en 2019 ;
- Augmentation du nombre d'autorisations spéciales d'importer et d'exporter.

Commentaires :

On dénombre 52 138 documents de commerce délivrés en 2019, en baisse de 2,1% comparativement à 2018. Cette situation résulte de la baisse du nombre de déclarations préalables d'importation de 13,9%, qui s'explique notamment par les effets combinés de l'insécurité qui freine les investissements et les mesures prises pour soutenir la production locale à savoir les produits de grande consommation (huiles, sucre) et pneumatiques. Cependant, les autorisations spéciales (d'importer et d'exporter) et les attestations d'activité délivrées au cours de la même période sont en hausse. En effet, 4 353 autorisations spéciales d'importation et 452 autorisations spéciales d'exporter ont été délivrés en 2019 contre respectivement 746 et 203 en 2018.

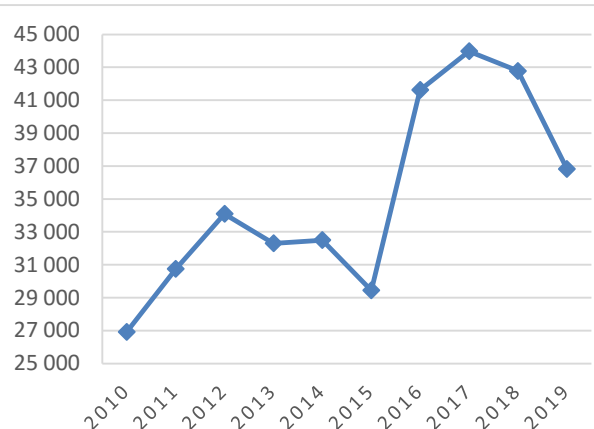
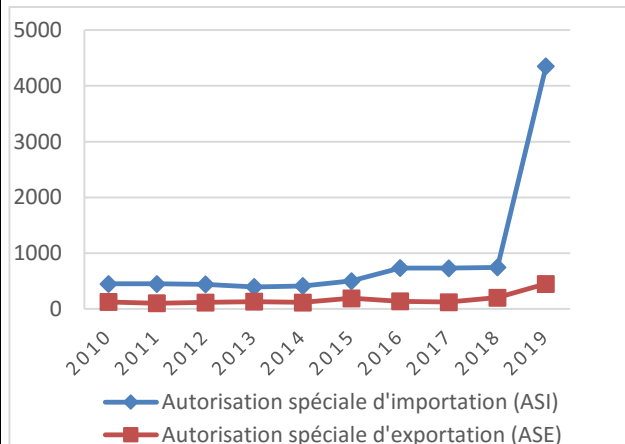
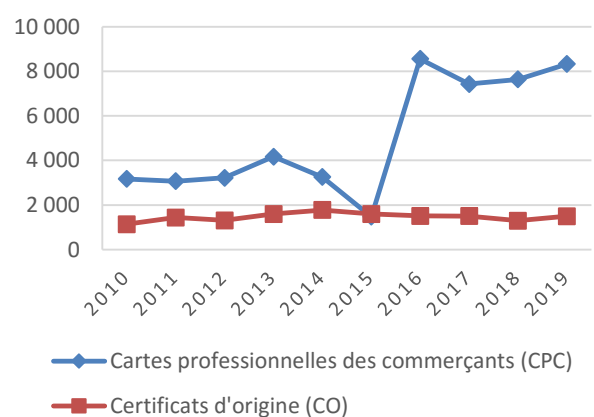
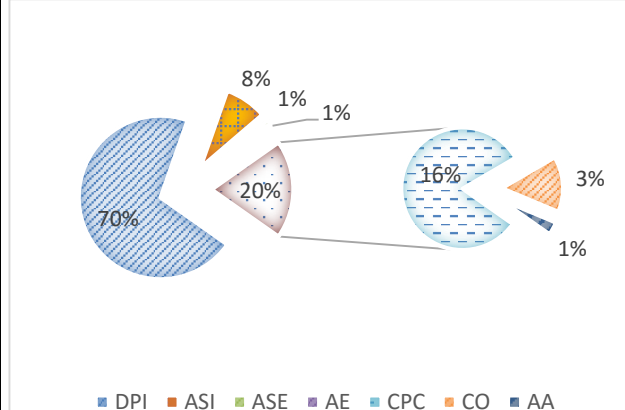
Les déclarations préalables d'importation représentent 70,6% des titres de commerce délivrés en 2019, ils sont suivis des cartes professionnelles de commerçants 16,0% et des autorisations spéciales (ASI et ASE) 9,2% contre respectivement 80,3%, 14,3% et 1,8% en 2018.

Entre 2010 et 2019, le volume de documents de commerce a augmenté d'au moins de moitié et témoigne de la volonté des acteurs à commercer avec l'extérieur. Cependant, bien que le volume ait une tendance haussière, il évolue en dents de scie. Le taux de croissance annuel moyen est de 5,4%.

<u>Source</u> : Guichet unique du commerce et de l'investissement
--

Tableau 07 : Documents de commerce délivrés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso

	Valeurs 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Déclarations préalables d'importation (DPI)	36 821	-13,9	36,8
Autorisation spéciale d'importer (ASI)	4353	483,5	865,2
Autorisation spéciale d'exporter (ASE)	452	122,7	253,1
Autorisation d'exercer le commerce par les étrangers (AE)	339	6,9	8,7
Cartes professionnelles des commerçants (CPC)	8 326	9,0	162,8
Certificats d'origine (CO)	1 494	15,5	31,4
Attestation d'activité (AA)	353	33,2	-27,5
Ensemble	52 138	-2,1	59,9

Graphique 25 : Evolution des déclarations préalables d'importation**Graphique 26 : Evolution des autorisations spéciales pour le commerce extérieur****Graphique 27 : Evolution de la délivrance des C.P.C et des C.O****Graphique 28 : Répartition des documents de commerce délivrés en 2019**

4. LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Points saillants :

- Hausse de 2,1% des demandes de titres de propriété industrielle adressées à l'OAPI en 2019 ;
- 42% des demandes de titres relatifs à des noms commerciaux.

Commentaires :

L'année 2019 a connu l'enregistrement de 244 demandes de titres de propriété adressées à l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI), en augmentation de 2,1% par rapport à 2018. Parmi ces demandes, on dénombre essentiellement 42% de demandes de noms commerciaux, 32% de marques et 19% de recherches d'antériorités. En 2018, les proportions étaient de 38% pour les noms commerciaux, 36% de marques et 19% de recherches d'antériorité.

Les demandes de brevets en baisse de 66,7% par rapport à 2018, représentent 0,8% des demandes de titres contre 2,5% précédemment et dénote d'un faible niveau de créativité et d'invention. Les demandes d'enregistrement de marques sont en régression de 10,5% par rapport à 2018 tandis que celles de recherches d'antériorité sont restées stables par rapport à 2018. Les renouvellements de nom commercial, les renouvellements de marques, les restaurations de marques, les annuités de modèles d'utilité, les obtentions végétales et les indications géographiques n'enregistrent pas de demandes de titres de la part des acteurs de l'économie au cours de l'année 2019.

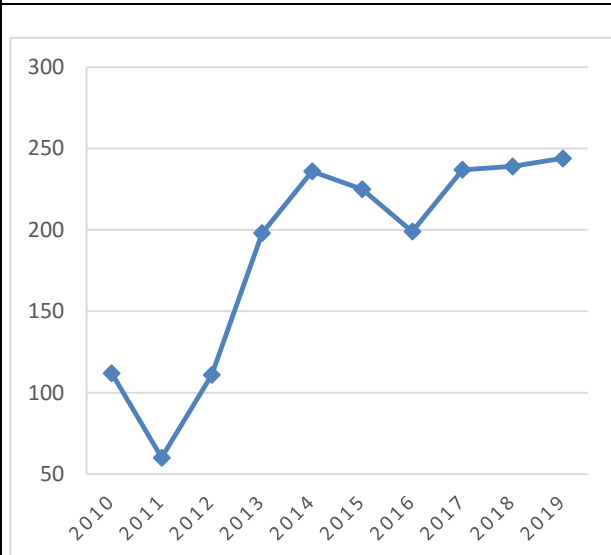
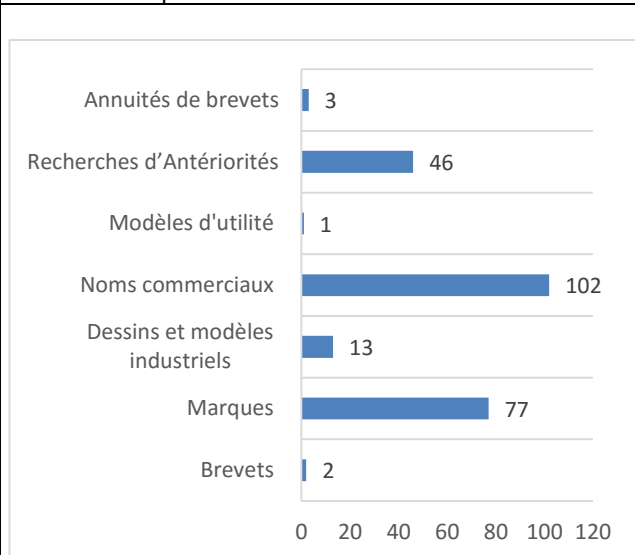
Entre 2010 et 2019, le nombre de demandes de titres de propriété a plus que doublé mais des efforts doivent être faits pour une amélioration de la situation ; certaines catégories de titres ne sont jusque-là pas demandées. Le taux de croissance moyen est de 9%.

Source : Centre national de la propriété industrielle

Les données concernent uniquement les demandes qui sont passées par le CNPI et ne prennent pas en compte les demandes envoyées à l'OAPI par les mandataires ou les particuliers eux-mêmes. Aussi, elles ne prennent en compte les droits de propriété littéraire et artistique dont le BBDA a la charge au plan national

Tableau 08 : Demandes de titres adressées à l'OAPI

	Valeurs en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Brevets	2	-66,7	0,0
Marques	77	-10,5	126,5
Dessins et modèles industriels	13	85,7	160,0
Noms commerciaux	102	12,1	50,0
Modèles d'utilité	1		-66,7
Renouvellement des marques	0	0,0	
Recherches d'antériorités	46	0,0	
Renouvellement de nom commercial	0	0,0	
Restauration de marques	0	0,0	
Annuité de brevets	3	50,0	
Annuité Modèles d'utilité	0	-100,0	
Ensemble	244	2,1	117,9

Graphique 29 : Evolution de l'ensemble des demandes de titres adressées à l'OAPI en 2019**Graphique 30 : Répartition de l'ensemble des demandes de titres auprès de l'OAPI en 2019**

5. LA QUALITE

Points saillants :

- Hausse de 1% du nombre de contrôles métrologiques en 2019 ;
- Les activités de l'ABNORM en 2019 ont concerné à 35% les analyses de qualité et 34% les contrôles qualité.

Commentaires :

Au cours de l'année 2019, 5 504 contrôles métrologiques ont été effectués par l'ABNORM, en croissance de 1% par rapport 2018. Ces contrôles ont concerné essentiellement les distributeurs routiers (63%) et les bascules romaines (25%) contre respectivement 71% et 23% en 2018. Exception faite des distributeurs routiers et des compteurs volumétriques qui enregistrent moins de contrôles en 2019, tous les autres types d'instruments de mesure connaissent un nombre plus élevé en matière de contrôle. De façon spécifique, on note des variations à la hausse des doseuses pondérales, des balances électroniques et des masses respectivement de 415,8%, 228,4% et 34,8%.

Au total, 6 156 contrôles de qualité ont été effectués durant l'année 2019 et sont en hausse de 926% par rapport à 2018. Cette hausse est consécutive à l'intensification des contrôles opérés notamment sur les matériaux de construction, les piles électriques et les pneumatiques. Cependant, des baisses sont constatées au niveau des huiles de pétrole (48%), des sachets en plastique et vaisselles (16,3%), et du contrôle des bouteilles de gaz (9,5%).

Concernant les analyses de qualité, une grande partie des activités de l'année 2019 est consacrée aux matériaux de construction (90,7%) avec 5 582 échantillons analysés, en hausse de 226%.

Par ailleurs, 48 normes ont été élaborées au cours de l'année 2019 contre 40 en 2018 et sont relatives principalement aux produits pétroliers (31), à l'ameublement (12), aux céréales et légumineuses (3).

En définitive, en 2019, les activités de contrôle de l'agence ont concerné les contrôles métrologiques (31%), les analyses de qualité (35%) et les contrôles de qualité (34%) contre respectivement 64%, 29% et 7% en 2018.

<p><u>Source</u> : Agence burkinabè de normalisation, de la métrologie et de la qualité</p>

Tableau 09 : Contrôles métrologiques effectués par type d'instruments de mesure

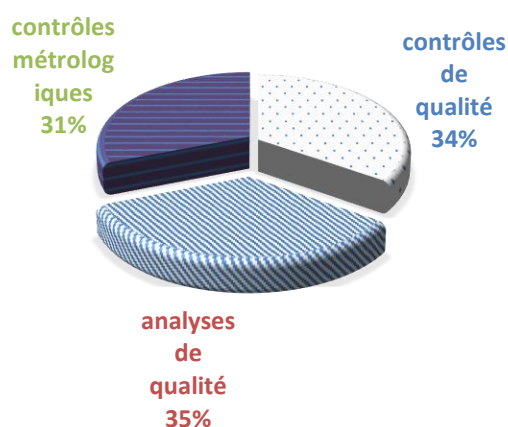
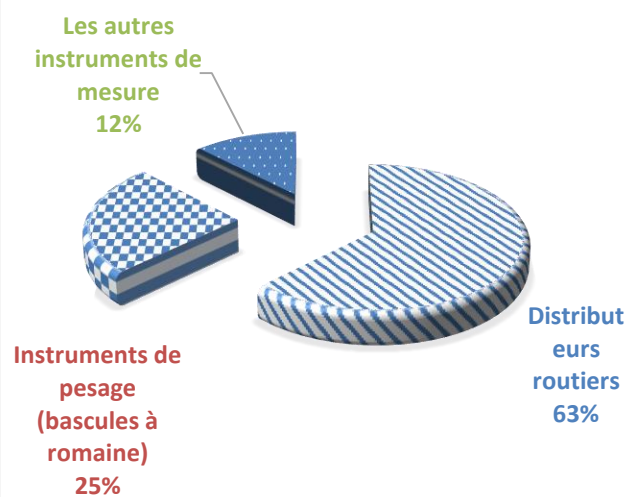
	Valeurs en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Distributeurs routiers	3 453	-11,2	
Compteurs volumétriques	46	-47,7	15,0
Instruments de pesage (bascule romaine)	1 372	9,8	
Balances électroniques	312	228,4	
Ponts bascules	36	28,6	89,5
Doseuses pondérales	196	415,8	269,8
Masses	89	34,8	43,5
Ensemble	5 504	1,0	3 063,2

Tableau 10 : Contrôles de qualité effectués par type de produits

	Valeurs 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Pneumatiques	87	74,0	383,3
Matériaux de construction	5 582	4 712,1	6 625,3
Bouteilles de gaz	19	-9,5	-20,8
Carbure	1		-66,7
Piles électriques	130	1 525,0	
Sachets en plastique et vaisselles, articles de ménage, d'hygiène ou de toilette en plastique	154	-16,3	396,8
Huile de pétrole	115	-48,0	-21,8
Tissus	22		2 100,0
Appareils et instruments de pesage et de mesurage	38		442,9
Jouets et articles pour jeux de société	8		700,0
Ensemble	6 156	926,0	1 854,3

Tableau 11 : Analyses de qualité effectuées par type de produits

	Valeurs 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Pneumatiques	87	-6,5	102,3
Matériaux de construction	5 582	226,2	702,0
Bouteilles de gaz	19	-17,4	-24,0
Carbure	1	0,0	-83,3
Piles électriques	130	4 233,3	6 400,0
Sachets en plastique et vaisselles, articles de ménage, d'hygiène ou de toilette en plastique	154	-55,4	170,2
Huile de pétrole	115	-58,2	-31,5
Tissus	22	4,8	-89,9
Appareils et instruments de pesage et de mesurage	38	533,3	72,7
Jouets et articles pour jeux de société	8	-38,5	33,3
Ensemble	6 156	147,1	395,7

Graphique 31 : Répartition des opérations de contrôles réalisées par l'ABNORM en 2019**Graphique 32 : Répartition des contrôles métrologiques effectués en 2019**

6. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

6.1. Les entreprises industrielles enregistrées au répertoire de la Direction Générale du développement Industriel (DGDI)

Points saillants :

- Détérioration des principaux indicateurs de gestion des entreprises industrielles en 2017.

Commentaires :

Les variables de gestion des entreprises industrielles enregistrées au répertoire de la Direction générale du développement industriel, ont connu dans leur majorité une détérioration de leurs niveaux au cours de l'exercice 2017. En effet, ces entreprises ont réalisé une production de 1 702,6 milliards de F CFA, soit une baisse de 31,8% comparativement à l'exercice 2016. La consommation de matières premières baisse de 66,3%, celle de produits pétroliers (32,5%) contrairement à celle d'électricité qui augmente de 6,4%. Cette contreperformance est accompagnée d'une baisse de la masse salariale de 28,9% et une hausse des effectifs employés de 77,7% au cours du même exercice.

Au cours de l'exercice 2017, la branche « Agroalimentaire » est leader en matière de production avec une valeur enregistrée de 1 402,7 milliards de F CFA ; les branches « Energie » et « Chimie » suivent respectivement avec une production de 167,5 milliards de F CFA et 61,5 milliards de F CFA.

Quant aux branches ayant réalisé les meilleurs chiffres d'affaires, la branche « Agroalimentaire » vient en tête avec 1 402,7 milliards de F CFA, suivie de la branche « Energie » 167,5 milliards de F CFA et de la branche « Construction métallique » 150,2 milliards de F CFA.

Avec une dépense de 28,7 milliards de F CFA en produits pétroliers, la branche « Agroalimentaire » vient en tête en matière de consommation d'hydrocarbures. Elle est suivie respectivement par les branches « Boisson » et « Energie » avec des consommations de 9,3 milliards de F CFA et 6,6 milliards de F CFA.

La branche « Boisson » est celle qui a consommé le plus d'électricité en 2017, soit 66,3 milliards de F CFA, suivie de la branche « Agroalimentaire » 33,5 milliards de F CFA et de la branche « Chimie » avec 11,9 milliards de F CFA.

La branche pourvoyeuse d'emplois en 2017 est « l'Agroalimentaire » avec un effectif de 49 420 emplois. Elle est suivie de la « Chimie » 3 593 emplois et de « l'Energie » 2 268 emplois.

<u>Source</u> : Direction générale du développement industriel
--

Tableau 12 : Top 5 des entreprises industrielles en termes d'effectifs selon la branche d'activité en 2017

Classement	Branche d'activité	Effectifs
1er	Agroalimentaire	49420
2	Chimie	3593
3	Energie	2268
4	Boisson	1279
5	Tabac	301

Tableau 13 : Top 5 de la production des entreprises industrielles en 2017 selon la branche d'activité (en millions de F CFA)

Classement	Branche d'activité	Production
1er	Agroalimentaire	1 402 647
2	Energie	167 463
3	Chimie	61 485
4	Tabac	43 307
5	Boisson	14 081

Tableau 14 : Top 5 en terme de chiffre d'affaires des entreprises industrielles en 2017 selon la branche d'activité (en millions de F CFA)

Classement	Branche d'activité	Production
1er	Agroalimentaire	1 402 647
2	Energie	167 463
3	Construction métallique	150 188
4	Chimie	81 813
5	Tabac	61 454

Tableau 15 : Top 5 de la consommation en matières premières des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2017 (en millions de F CFA)

Classement	Branche d'activité	Production
1er	Agroalimentaire	621 384
2	Chimie	63 219
3	Energie	47 826
4	Tabac	34 060
5	Industrie extractive	14 034

Tableau 16 : Top 5 de la consommation en produits pétroliers des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2017 (en millions de F CFA)

Classement	Branche d'activité	Production
1er	Agroalimentaire	28 657
2	Boisson	9 271
3	Energie	6 582
4	Construction métallique	1 075
5	Chimie	1 075

Tableau 17 : Top 5 de la consommation en électricité des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2017 (en millions de F CFA)

Classement	Branche d'activité	Production
1er	Boisson	66 288
2	Agroalimentaire	33 494
3	Chimie	11 898
4	Caoutchouc et plastique	1 868
5	Textile	1856

Tableau 18 : Top 5 des entreprises industrielles en termes de masse salariale selon la branche d'activité en 2015 (en millions de F CFA)

Classement	Branche d'activité	Production
1er	Agroalimentaire	126 148
2	Construction mécanique	28 733
3	Construction métallique	13 237
4	Energie	12 503
5	Chimie	4 060

Tableau 19 : Evolution des variables de gestion des entreprises industrielles (en millions de F CFA)

	Valeur en 2017	Variation / 2010 (%)	Variation / 2016 (%)
Production	1 702 622	229,4	-31,8
Masse salariale	192 553	397,5	-28,9
Chiffre d'affaires	1 955 798	230,2	-50,3
Consommation matières premières	173 289	-36,7	-66,3
Consommation des produits pétroliers	46 764	0,4	-32,5
Consommation électricité	119 548	844,9	6,4
Effectif employé	101 788	1 002,8	77,7

6.2. L'Indice harmonisé de la production industrielle

Points saillants :

- Evolution en dents de scie de l'IHPI en 2019 ;
- Décroissance en glissement annuel sur les 3 derniers trimestres de 2019 de l'indice des industries extractives.

Commentaires :

L'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) évolue en dents de scie au cours de l'année 2019. En effet, d'un niveau d'indice de 172,3 au premier trimestre, il régresse à 145,1 au troisième. Par la suite, il croît à 168,6 au dernier trimestre. En termes de glissement annuel, le premier et le troisième trimestre affichent des hausses respectives de 3,3% et 6,6% par rapport à l'année 2018. Par contre, on enregistre des baisses pour le deuxième et le quatrième trimestre respectivement de 3,2% et 0,8%.

De façon spécifique, l'indice de production des industries extractives baisse durant les trois premiers trimestres de 2019, contrairement à 2018 où il affichait une croissance. En effet, il passe d'un niveau d'indice de 1 772,3 au premier trimestre à 698 au deuxième, puis à 168,6 au troisième contre 1 517,6 et 2 069,9 respectivement au premier et troisième trimestre en 2018. Il remonte néanmoins au quatrième trimestre à 1 653,8. L'indice affiche une croissance seulement au premier trimestre ; les autres trimestres affichant des baisses avec un record de 90,5% pour le troisième.

En glissement annuel, l'indice des « Industries alimentaires et de tabac » évolue à la hausse durant les quatre trimestres l'année 2019, tandis que ceux de « l'électricité, gaz et eau » et des « autres industries de fabrication » enregistrent des baisses. La situation des indices est semblable à celle de l'année 2018.

Indices calculés : Indices de Laspeyres de volume

Nomenclatures : NAEMA, NOPEMA

Année de base : 2007

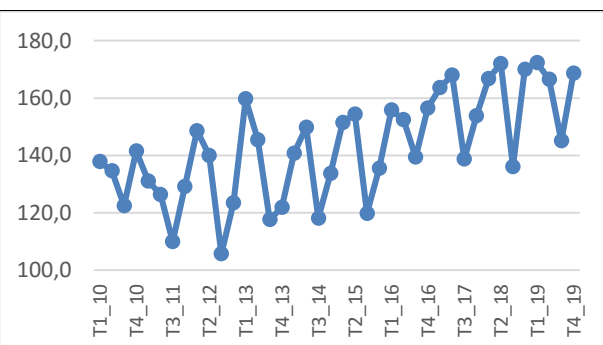
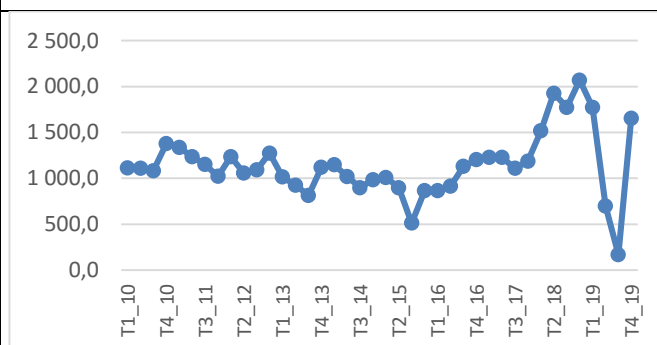
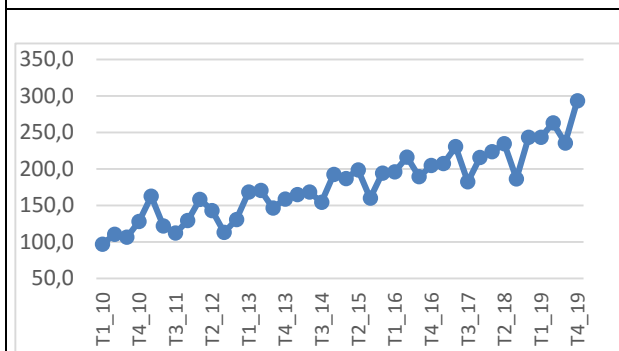
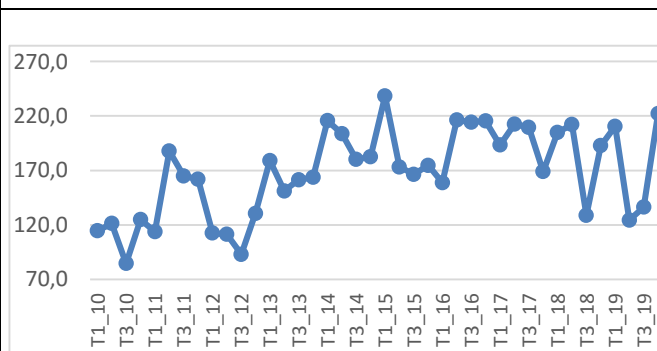
Champs couvert : entreprises industrielles exerçant au Burkina Faso

Echantillon : 56 entreprises et 86 produits-entreprises

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 20 : Evolution de l'indice trimestriel de production industrielle par type d'industries

	Pondération	2019				Glissement annuel (%)			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Industries extractives	111,5	1772,3	698	168,6	1 653,8	16,8	-63,8	-90,5	-20,1
Industries alimentaires et de tabac	3 180,7	243,3	263,1	235,7	293,5	8,9	12,1	26,3	20,5
Industries textiles et du cuir	1 300,7	83,9	20,6	12,1	40,9	-6,8	0,0	0,0	6,2
Industries du bois et meubles	1,4	7	7	7	7	0,0	0,0	0,0	-0,6
Industries du papier, carton et édition	77	210,5	124,4	136,3	222,2	2,7	-41,3	5,9	15,3
Industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques	364,5	77,7	73,6	40,7	75,8	2,4	-5,3	-3,8	25,1
Industries du verre, de la céramique	1 324,8	20,6	23,4	25,7	28,6	-25,4	-18,2	-1,9	16,7
Industries métalliques	1 186,4	167,3	111,6	136,8	132,1	72,7	0,0	0,0	-5,9
Autres industries de fabrication	335,5	169,3	168	127,6	133,8	-5,4	-5,9	-24,4	-21,0
Electricité, gaz et eau	2 117,6	148,9	167,7	119	109	-24,1	-22,4	-8,5	-34,4
Ensemble industries	10 000	172,3	166,5	145,1	168,6	3,3	-3,2	6,6	-0,8

Graphique 33 : Indice global de production industrielle (base 100 en 2007)**Graphique 34 : Evolution de l'indice de production des industries extractives (base 100 en 2007)****Graphique 35 : Evolution de l'indice de production des industries alimentaires et tabac (base 100 en 2007)****Graphique 36 : Evolution de l'indice de production des industries du papier (base 100 en 2007)**

7. COMMERCE

7.1. Le commerce extérieur

Points saillants :

- Réduction du déficit commercial du Burkina de 6,4% en 2019 ;
- Amélioration de 2,9% du taux de couverture de la balance commerciale.

Commentaires :

En 2019, les importations du Burkina demeurent supérieures aux exportations. En effet, les importations s'élèvent à 2 453,2 milliards de F CFA, en hausse de 2,2% par rapport à l'année précédente. Quant aux exportations, bien qu'elles enregistrent une hausse de 5,5% sur la période, elles demeurent inférieures aux importations, en s'établissant à 1 896,7 milliards de F CFA. La balance commerciale du Burkina Faso s'améliore de 6,4% entre 2018 et 2019 mais demeure largement déficitaire de -556,5 milliards de FCFA contre -594,8 milliards de FCFA précédemment. En effet, cette amélioration résulte d'un accroissement plus important des exportations que celui des importations.

Sur les dix dernières années, les exportations enregistrent une hausse continue avec une valeur qui a plus que doublé avec un accroissement moyen de 12,6%. Quant aux importations, elles ont connu une tendance haussière sur la même période, avec cependant un repli constaté entre 2013 et 2014 ; la croissance moyenne sur la période est de 9,6%.

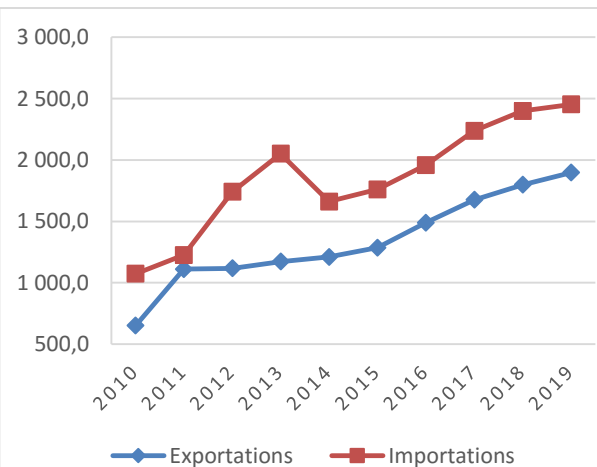
Le taux de couverture de la balance commerciale qui était resté constant entre 2017 et 2018 est en hausse de 2,9% en 2019. Il reste inférieur à sa valeur atteinte en 2011, soit 90,6% à la faveur du boom minier entre 2009 et 2011.

<u>Source</u> : Institut national de la statistique et de la démographie
--

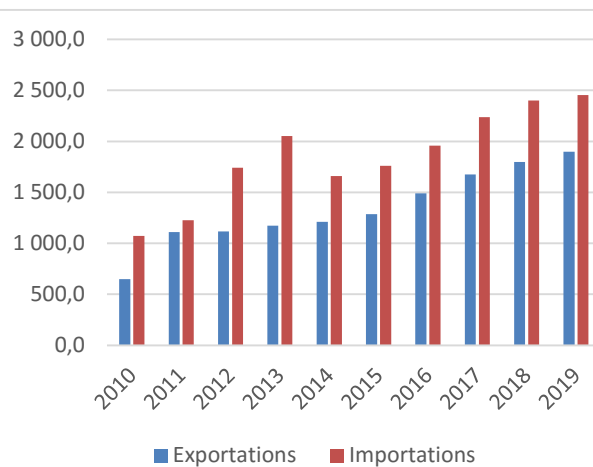
Tableau 21 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de FCFA)

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Exportations	1 896,7	5,5	191,6
Importations	2 453,2	2,2	128,7
Balance commerciale	-556,5	6,4	-31,8

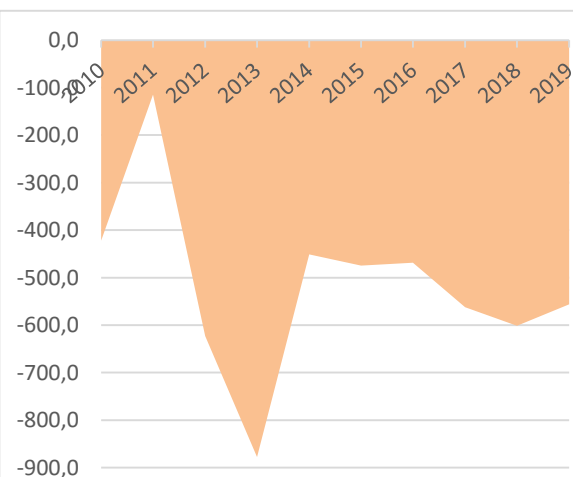
Graphique 37 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)



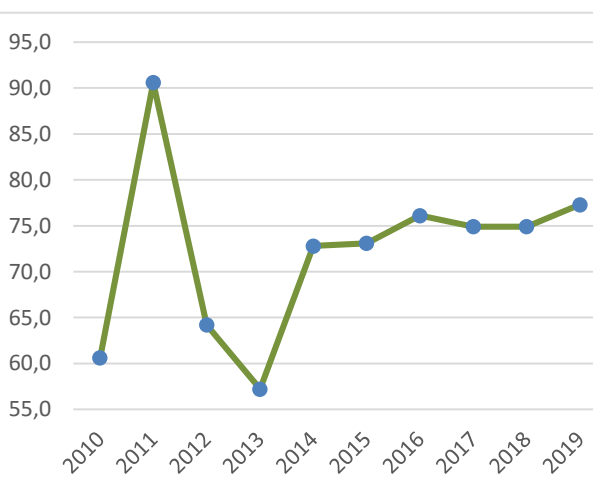
Graphique 38 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)



Graphique 39 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de F CFA)



Graphique 40 : Evolution du taux de couverture de la balance commerciale (en %)



7.2.1 Principaux produits exportés

Points saillants :

- Hausse de 11,6% des exportations d'or du Burkina Faso en 2019 ;
- L'Europe est la principale destination des produits burkinabè.

Commentaires :

Les exportations du Burkina Faso se chiffrent à 1 896,7 milliards de F CFA en 2019, en hausse de 5,5% comparativement à l'année précédente. L'or et les alliages d'or à usage non monétaire demeurent le premier produit d'exportation du pays. Sa valeur est de 1 329,2 milliards de F CFA en 2019, en hausse de 11,6% par rapport à 2018. En valeur, elles ont représenté 70,1% des exportations totales contre 66,2% en 2018. Entre 2010 et 2019, les exportations d'or ont augmenté en moyenne de 13,1% l'an.

Le coton, second produit d'exportation du Burkina, représente 10,9% des recettes totales d'exportation en 2019 contre 9,8% précédemment avec une valeur de 206,1 milliards de F CFA, en hausse de 16,4% par rapport à 2018.

Les exportations de zinc représentent 4,8% des exportations totales en 2019 et sont en baisse de 12,3% par rapport à 2018. Les graines de sésame et les noix de cajou quant à elles enregistrent des baisses respectives de leurs productions par rapport à l'année 2018, soient respectivement 55,9% et 5,5%. Leurs productions sont estimées à 72,2 milliers de tonnes en ce qui concerne les graines de sésame et 121,9 milliers de tonnes pour les noix de cajou.

Les principales destinations des produits made in Burkina en 2019 sont l'Europe, l'Asie et l'Afrique avec respectivement 1 167,7 milliards de F CFA, 497,5 milliards de F CFA et 216,1 milliards de F CFA. Les exportations en direction du continent africain sont en baisse de 8,6% par rapport à 2018 et ont représenté 11,4% des exportations contre 13,2% précédemment. Plus spécifiquement, les produits du Burkina ont pour destination finale la Suisse, l'Inde, Singapour, la Côte d'Ivoire, la France et le Ghana.

<p><u>Source</u> : Institut national de la statistique et de la démographie</p>

**Tableau 22 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI
(en milliards de F CFA)**

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)	% des exportations en 2019
Or et alliages d'or à usage non monétaire	1 329,2	11,6	203,0	70,1
Coton (non compris les linters) en masse	206,1	16,4	86,9	10,9
Graines de sésame	41,4	-41,8	48,9	2,2
Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	55,8	-52,3	1 368,4	2,9
Zinc	90,9	-12,3		4,8
Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	39	68,1	434,2	2,1
Total des exportations	1 896,7	5,5	191,6	100,0

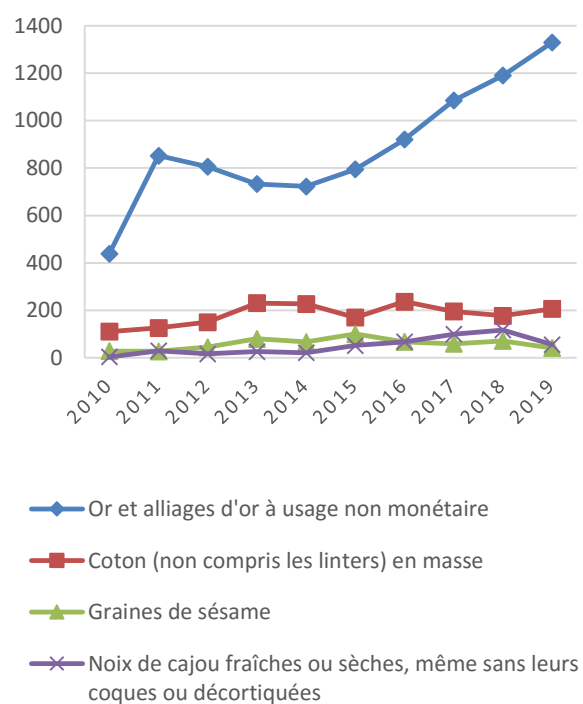
**Tableau 23 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI
(en milliers de tonnes)**

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Zinc	230 ,5	14,3	
Coton (non compris les linters) en masse	218 ,4	10,5	34,8
Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	152 ,5	29,7	122,3
Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	121 ,9	-5,5	548,4
Graines de sésame	72 ,2	-55,9	19,7
Graines de coton	41 ,1	13 600,0	2 317,6

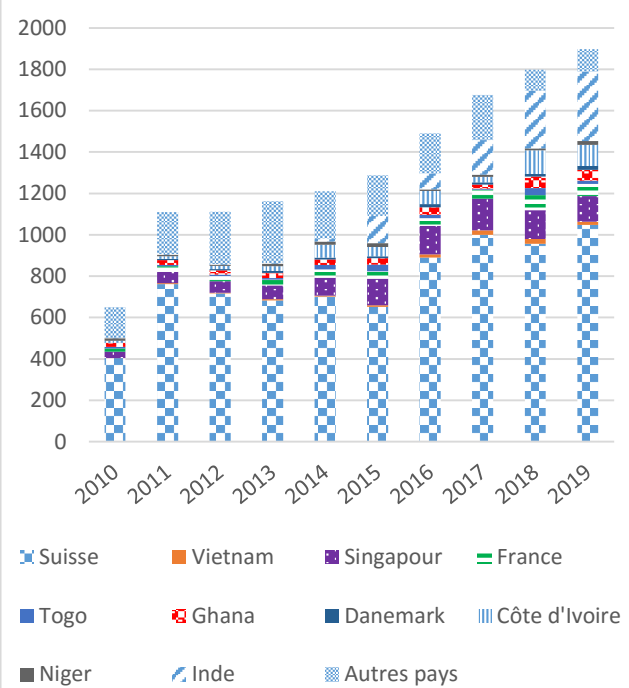
Tableau 24 : Evolution des exportations par continent (en milliards FCFA)

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Afrique	216,1	-8,6	56,3
Amérique	15,2	20,6	162,1
Asie	497,5	8,0	1 090,2
Europe	1 167,7	7,3	151,4
Océanie	0,2	100,0	
Ensemble	1 896,7	5,5	191,6

Graphique 41 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)



Graphique 42 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination des produits Burkinabè (en milliards FCFA)



7.2.2 Principaux produits importés

Points saillants :

- Hausse de 20% des quantités de brisures de riz importées en 2019 ;
- La Chine est le premier partenaire commercial du Burkina Faso.

Commentaires :

D'une valeur globale de 2 453,2 milliards de F CFA en 2019, les importations du Burkina augmentent de 2,2% par rapport à l'année précédente. De façon générale, les principaux produits importés enregistrent une hausse en valeurs. En effet, ces hausses ont atteint 25% pour les brisures de riz, les véhicules automobiles pour le transport de marchandises et l'énergie électrique. Par contre, les importations de ciments hydrauliques et les médicaments baissent respectivement de 32% et 15%. Les hydrocarbures constituent le premier produit d'importation ; ils sont en hausse de 8,1% par rapport à 2018 et représentent 24% des importations totales contre 23% précédemment. Entre 2010 et 2019, l'accroissement moyen annuel desdites importations vaut 12%.

En valeurs métriques, les quantités de brisures de riz importées augmentent de 20% par rapport à l'année 2018, soit une quantité de 461 800 tonnes. Contrairement, les quantités des autres principaux produits de grande consommation (farine de froment, les ciments hydrauliques et les sucres raffinés) sont en baisse.

Le continent européen est le premier fournisseur du Burkina en 2019 ; les importations y ont atteint 860 milliards de F CFA et sont en hausse de 11,1% par rapport à l'année précédente. L'Asie demeure le deuxième partenaire malgré une baisse de 7% des échanges par rapport à 2018. Les échanges commerciaux avec les autres pays de l'Afrique baissent de 1,6% avec un volume de 628,1 milliards de F CFA. La part des importations en provenance de l'Afrique baisse de 26,7% en 2018 à 25,6% en 2019. Les produits importés proviennent essentiellement de la Chine (282 milliards de FCFA), de la Côte d'Ivoire (255 milliards de FCFA), la Russie (196 milliards de FCFA), la France (181 milliards de FCFA) et des Etats Unis d'Amérique (156 milliards de FCFA).

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 25 : Evolution des principaux produits importés (en milliards FCFA)

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)	% des importations en 2019
Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	583,6	8,1	177,2	23,8
Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	86,2	-15,1	121,0	3,5
Ciments hydrauliques	48,2	-32,0	29,9	2,0
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	77	3,8	93,5	3,1
Energie électrique	62,6	26,2		2,6
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	58,8	25,4	219,6	2,4
Propane et butane liquéfiés	42,7	4,4	314,6	1,7
Brisures de riz	62,8	25,3	276,0	2,6
Aérodynes entraînés par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	37,7	4 088,9		1,5
Sérums d'animaux ou de personnes immunisés ; vaccins microbiens	30,7		411,7	
Total des importations	2 453,2	2,2	128,7	100

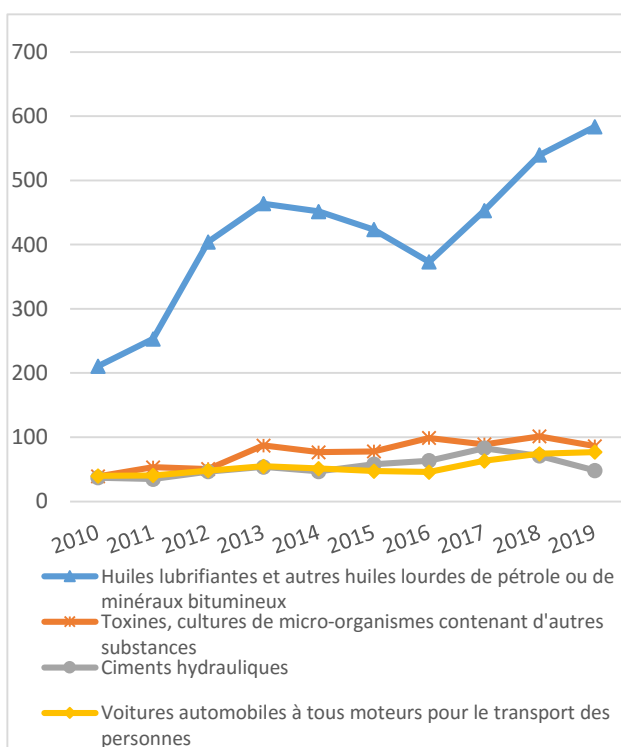
Tableau 26 : Evolution des importations des produits de grande consommation (en milliers de tonnes)

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Brisures de riz	461,8	20,2	264,5
Farine de froment ou de méteil	63	-58,2	58,3
Huiles de palme	nd		
Ciments hydrauliques	1 269,50	-12,1	74,9
Sucres raffinés et autres produits du raffinage du sucre ou betterave bruts, sol	74,2	-38,9	218,5

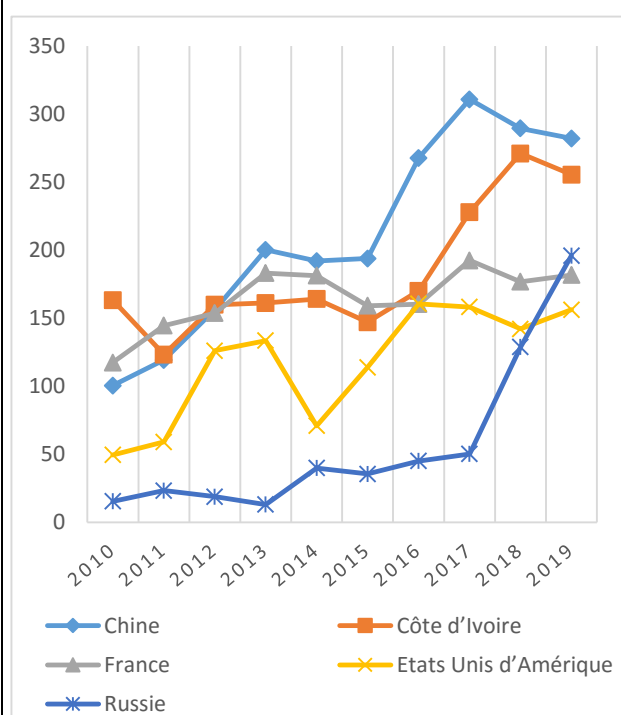
Tableau 27 : Evolution des importations par continent (en milliards FCFA)

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Afrique	628,1	-1,6	81,2
Amérique	237,3	17,1	141,4
Asie	688,9	-7,6	165,0
Europe	860,1	11,1	140,4
Océanie	38,7	19,1	760,0
Ensemble	2 453,2	2,5	129,9

Graphique 43 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)



Graphique 44 : Evolution des importations selon les principaux pays de provenance des produits (en milliards FCFA)



7.2. Le commerce intérieur

7.3.1 Prix de détail de produits sur quelques marchés

Point saillant :

- Baisse généralisée des prix moyens des principales céréales locales sur les différents marchés.

Commentaires :

De façon générale, les prix moyens des principales céréales baissent en 2019, essentiellement due à l'excédent céréalier dégagé au cours de la dernière campagne agricole. En effet, d'un volume de 4,94 millions de tonnes en 2019, la production céréalière est en hausse de 9,9% par rapport à la moyenne des cinq années précédentes.

Le prix moyen du sorgho blanc enregistre de fortes baisses dans différentes localités (entre 13,3% et 22%) en 2019, exception faite à Manga, où il augmente de 2%. A Dori, le kilogramme de cette denrée se vend à 199 F CFA, 168 F CFA à Bobo-Dioulasso contre 202 F CFA à Ouagadougou. Sur les dix dernières années, le prix moyen du sorgho blanc augmente sur les différents marchés ; hausses comprises entre 9,2% (Ouagadougou) et 43,3% (Manga).

En ce qui concerne le mil, le prix moyen baisse sur l'ensemble des marchés au cours de l'année 2019. La plus forte baisse est enregistrée à Banfora, soit 22,5% et la plus faible à Ouagadougou 16,1%. Le prix moyen du mil à Ouagadougou est de 213 F CFA le Kg, 240 F CFA à Dori, 206 FCFA à Bobo-Dioulasso et 203 F CFA à Banfora. Tout comme le sorgho blanc, le prix moyen du mil augmente sur la décade, allant de 1,9% (Ouagadougou) à 28,3% (Dori).

A l'instar des autres céréales, le prix moyen du maïs blanc baisse sur l'ensemble des marchés au cours de l'année 2019. En effet, les baisses fluctuent entre 11,5% et 17,7% par rapport à l'année 2018. A Dori, le prix moyen du kilogramme est de 207 F CFA contre 154 F CFA à Fada N'Gourma, 150 F CFA à Ouagadougou et 135 F CFA à Bobo-Dioulasso. Au cours de la décade 2010-2019, le prix moyen du kilogramme de maïs blanc reste stable à Ouagadougou, contre une hausse variant entre 7,1% (Bobo-Dioulasso) et 16,3% (Dori).

Le prix moyen du riz importé 25% brisures varie diversement sur les différents marchés en 2019. Sur les marchés de Ouagadougou et Dori des hausses respectives de 0,8% et 2,1% sont enregistrées contre une baisse de 1% à Bobo-Dioulasso. Le prix moyen du kilogramme de riz est vendu à 399 F CFA à Ouagadougou, 383 F CFA à Dori et à 385 F CFA à Bobo-Dioulasso.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire

Tableau 28 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du sorgho blanc (en FCFA/kg) dans quelques villes

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Manga	202	2,0	43,3
Ouagadougou	202	-13,3	9,2
Dori	199	-22,0	25,9
Bobo-Dioulasso	168	-18,8	34,4

Tableau 29 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du mil (en FCFA/kg) dans quelques villes

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Dori	240	28,3	28,3
Ouagadougou	213	1,9	1,9
Bobo-Dioulasso	206	21,9	21,9
Banfora	203	15,3	15,3

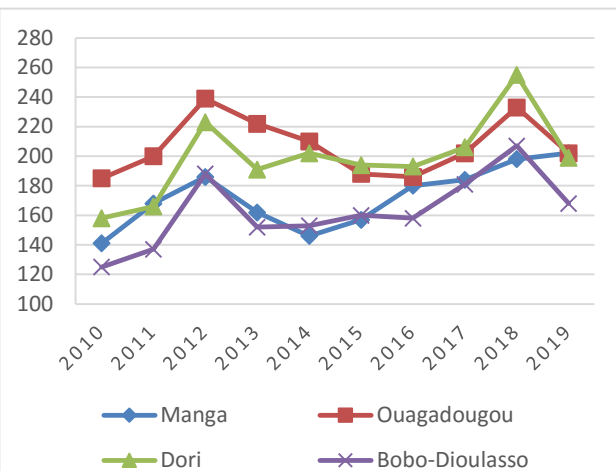
Tableau 30 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du maïs blanc (en FCFA/kg) dans quelques villes

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Dori	207	-11,5	16,3
Fada N'Gourma	154	-17,2	14,9
Ouagadougou	150	-13,8	0,0
Bobo-Dioulasso	135	-17,7	7,1

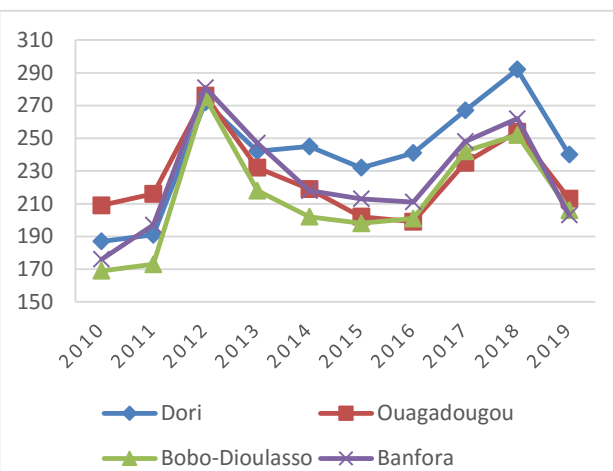
Tableau 31 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation du riz importé 25% brisures (en FCFA/kg) dans quelques villes

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Ouagadougou	399	0,8	0,5
Bobo-Dioulasso	385	-1,0	4,1
Dori	383	2,1	7,3

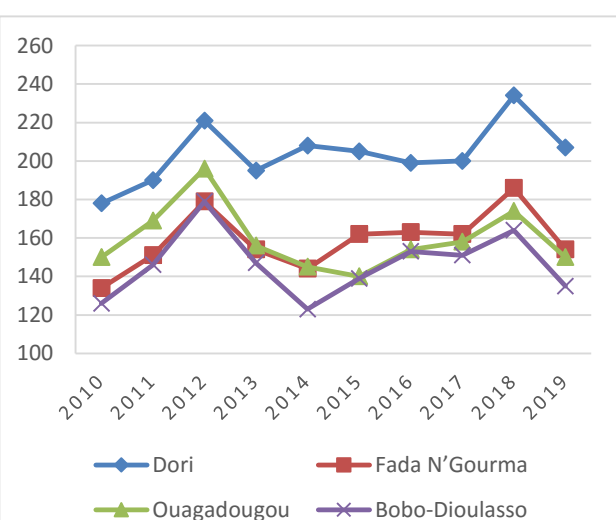
Graphique 45 : Evolution des prix du sorgho blanc (en FCFA/ kg) dans quelques villes



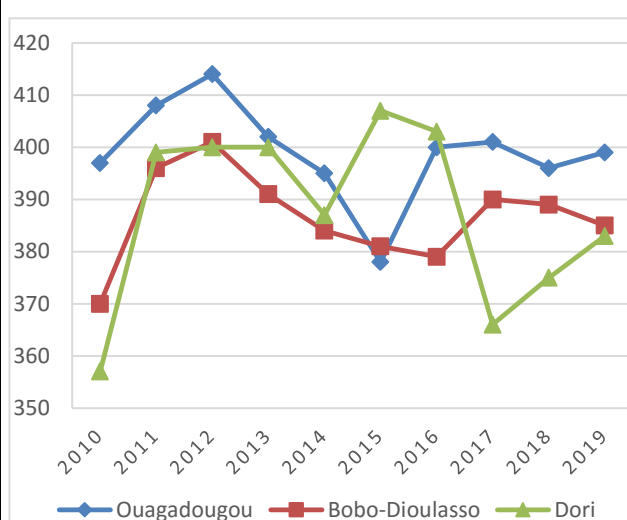
Graphique 46 : Evolution des prix du mil (en FCFA/ kg) dans quelques villes



Graphique 47 : Evolution des prix du maïs blanc (en FCFA/ kg) dans quelques villes



Graphique 48 : Evolution des prix du riz importé 25% brisures (en FCFA/ kg) dans quelques villes



7.3.2 Prix de bétail sur quelques marchés

Points saillants :

- Baisse du prix moyen du taurillon/génisse sur les différents marchés, excepté à Fada ;
- Hausse du prix moyen du bélier mossi sur les différents marchés, excepté Pouytenga et Kaya.

Commentaires :

Au cours de l'année 2019, les prix moyens du bétail enregistrent des variations diverses sur les différents marchés. En ce qui concerne le Taurillon/génisse, les prix moyens annuels baissent comparativement à 2018 sur la plupart des marchés. Seule la ville de Youba connaît une hausse de prix de 3,8% avec un prix moyen de 156 900 F CFA. Sur les dix dernières années, les prix sont en hausse de façon générale avec des variations comprises entre 11,6% et 47,6%.

Pour le taureau/boeuf, la ville de Gorom-Gorom enregistre la plus forte baisse de prix par rapport à 2018 soit 6,2% alors que la celle de Bobo-Dioulasso connaît la plus forte hausse (5,6%) avec des prix respectifs de 343 200 FCFA et 363 500 FCFA. Sur la décade 2010-2019, les prix ont augmenté et varient entre 9,8% et 28,8%.

Entre 2018 et 2019, le prix moyen du bélier mossi reste stable à Ouagadougou. Cependant, les plus fortes variations du prix moyen de cette espèce ont été une baisse de 17,5% (Pouytenga) contre une hausse de 22,4% (Gorom-Gorom). Les prix moyens fluctuent entre 43 500 F CFA (Kaya) et 74 600 F CFA (Ouagadougou). Tout comme le taureau/bœuf, le prix moyen du bélier mossi a augmenté sur les dix dernières années, allant de 31,8% à 86,2%.

En ce qui concerne la chèvre mossi en bon état, les villes de Bobo-Dioulasso, Fada N'Gourma, Ouagadougou et Pouytenga enregistrent chacune une baisse de prix par rapport à 2018. Ces baisses sont de l'ordre de 0,4% (Bobo-Dioulasso), 2% (Fada N'Gourma), 6,7% (Ouagadougou) et 22% (Pouytenga). Par contre, on note une hausse de 0,8% à Youba et 11,8% à Kaya. Les prix moyens de l'espèce suivant les différents marchés sont compris entre 23 300 F CFA et 24 500 F CFA. Par rapport à 2010, les prix moyens sont en hausse de façon générale sur les différents marchés et compris entre 33,9% et 61,5%.

Source : Ministère des ressources animales et halieutiques

Tableau 32 : Evolution des prix moyens annuels du Taurillon/ Génisse bon état (en milliers de FCFA/tête) dans quelques marchés

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Bobo-Dioulasso	252,5	-1,2	
Ouagadougou	204,9	-10,2	47,8
Pouytenga	194,6	-4,4	-0,6
Kaya	169,8	-0,7	11,6
Youba	166,8	3,8	18,2
Fada N'Gourma	156,9	-4,7	28,4
Gorom-Gorom	145,7	-1,2	12,8

Tableau 33 : Evolution des prix moyens annuels du Taureau/bœuf bon état (en milliers de FCFA/tête)

	Valeur en 2019	Variation/ 2018 (%)	Variation/ 2010 (%)
Bobo-Dioulasso	363,5	5,6	10,6
Fada N'Gourma	345,3	5,0	23,9
Gorom-Gorom	343,2	-6,2	19,2
Kaya	331,8	-0,9	9,8
Ouagadougou	298,9	0,5	27,2
Pouytenga	292,6	-1,9	28,8
Youba	252	-2,9	18,6

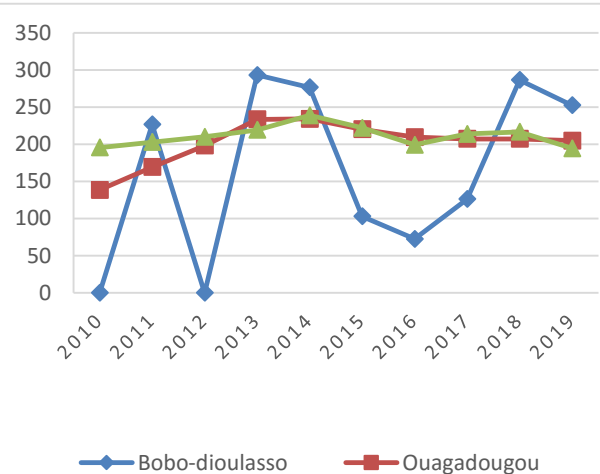
Tableau 34 : Evolution des prix moyens annuels du Bélier mossi bon état (en milliers de FCFA/tête)

	Valeur en 2019	Variation/ 2018 (%)	Variation/ 2010 (%)
Ouagadougou	74,6	0,0	77,6
Fada N'Gourma	60,5	2,7	86,2
Gorom-Gorom	55,8	22,4	
Youba	54,7	3,0	47,4
Pouytenga	53,8	-17,5	59,6
Bobo-Dioulasso	43,8	1,2	64,7
Kaya	43,5	-2,5	31,8

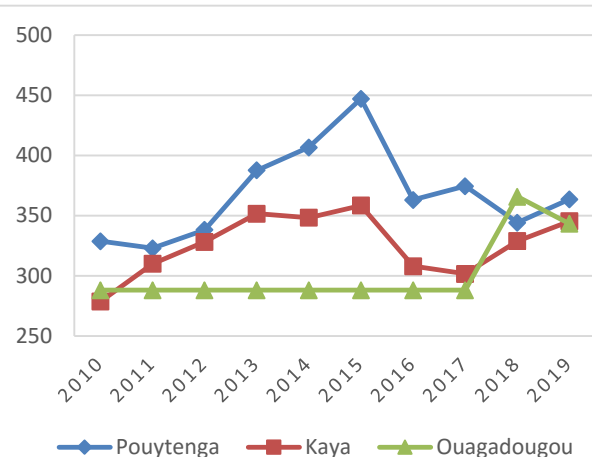
Tableau 35 : Evolution des prix moyens annuels de la Chèvre mossi en bon état (en milliers de FCFA/tête)

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Youba	24,5	0,8	34,6
Fada N'Gourma	23,9	-2,0	61,5
Kaya	23,7	11,8	33,9
Ouagadougou	23,6	-6,7	-0,4
Pouytenga	23,4	-22,0	53,9
Bobo-Dioulasso	23,3	-0,4	56,4

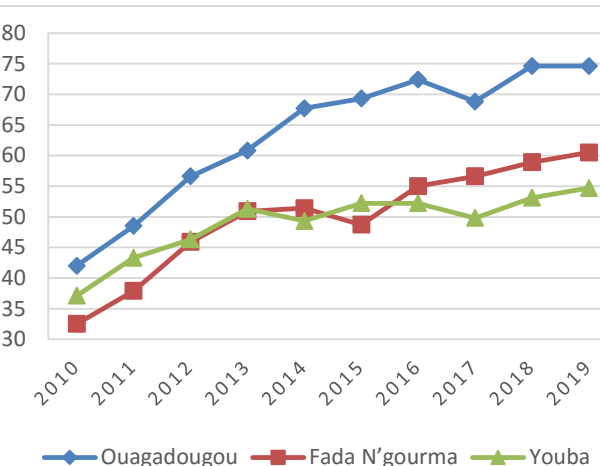
Graphique 49 : Evolution des prix moyens annuels du Taurillon/ Génisse bon état (en milliers de FCFA tête)



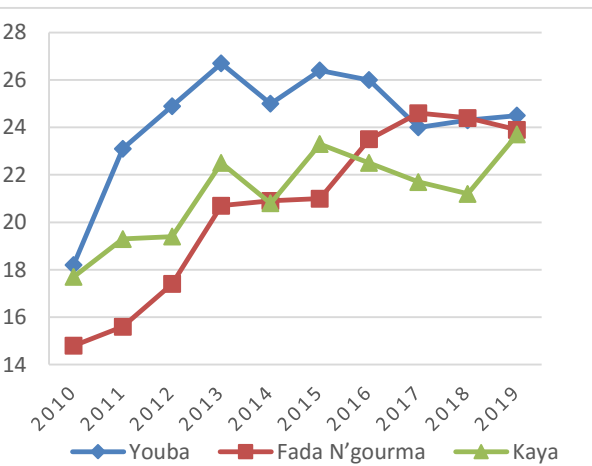
Graphique 50 : Evolution des prix annuels du Taureau/bœuf bon état (en milliers de FCFA/tête)



Graphique 51 : Evolution des prix moyens annuels du Bêlir mossi bon état (en milliers de FCFA/tête)



Graphique 52 : Evolution des prix moyens annuels de la Chèvre mossi en bon état (en milliers de FCFA/tête)



7.3.3 Prix des hydrocarbures

Point saillant :

- Hausse des prix de vente à la pompe des hydrocarbures liquides en 2019 ;
- Stabilité du prix de vente du gaz butane depuis 2013.

Commentaires :

Les prix de vente à la pompe des hydrocarbures liquides augmentent au cours de l'année 2019 comparativement à l'année précédente et cela s'explique par la hausse des prix sur le marché international. Les hausses sont comprises entre 4,2% et 6,6% suivant le type d'hydrocarbures. A Ouagadougou, le prix du Super 91 augmente de 5,4% et est vendu à un prix moyen de 661 F CFA le litre. Le gasoil et l'essence mélange affichent respectivement des prix moyens de 574 F CFA et 671 F CFA le litre. Le prix du gaz butane quant à lui, reste stable sur la même période ; la bouteille de 6 kilogrammes s'échangeant à 2000 F CFA contre 5000 F CFA pour celle de 12,5 kilogrammes.

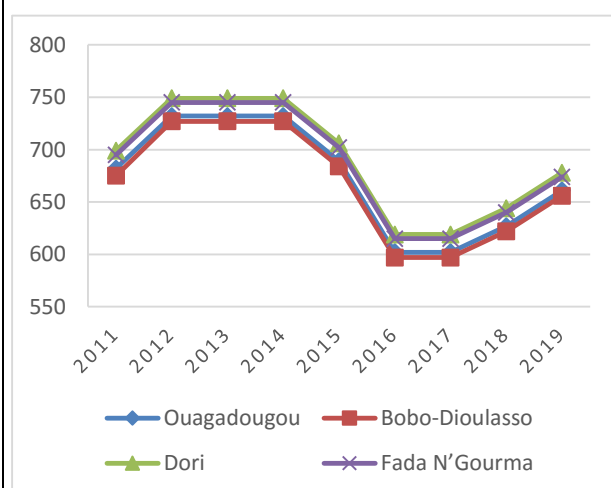
Entre 2011-2019, les prix moyens des hydrocarbures liquides enregistrent des variations diverses. Le prix moyen du Super 91, du gasoil et de l'essence mélange baisse respectivement de 3,1%, 5,3% et 2,8%. Par contre, sur la même période, une hausse de 15,7% du prix moyen de pétrole est enregistrée. Quant au gaz butane, après une hausse de prix entre 2012 et 2013, le prix moyen reste stable ; le gaz butane faisant partie des produits dont le prix de vente est subventionné par l'Etat.

Source : Société nationale Burkinabè d'hydrocarbures

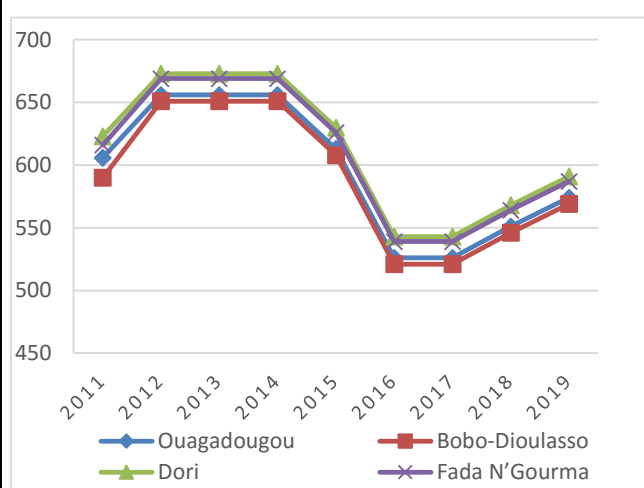
Tableau 36 : Variation du prix de vente à la pompe du litre d'hydrocarbures à Ouagadougou en FCFA

	Valeur en 2019	Variation/ 2018 (%)	Variation/ 2011 (%)
Super 91	661	5,4	-3,1
Pétrole	532	6,6	15,7
Gasoil	574	4,2	-5,3
Mélange	671	5,7	-2,8
Gaz (6kg)	2000	0,0	28,2
Gaz (12,5kg)	5000	0,0	25,0

Graphique 53 : Evolution des prix de vente du super 91 dans quelques villes (en FCFA/litre)



Graphique 54 : Evolution du prix de vente du gasoil dans quelques villes (en FCFA/litre)



7.3.4 Indice harmonisé des prix à la consommation

Points saillants :

- Baisse de 3,1% du niveau général des prix des produits en 2019 ;
- Baisse de 12,2% des tarifs de services de communication en 2019.

Commentaires :

L'année 2019 est marquée par une baisse du niveau général des prix à la consommation de l'ordre de 3,1% contre une hausse de 1,9% précédemment. Elle est consécutive à la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées de 6,6% essentiellement due à l'excédent agricole de la campagne 2018-2019. Les tarifs de Communication ainsi que ceux des Loisirs et culture baissent respectivement de 6,9% et de 2,2%. Les indices des autres catégories connaissent de légères hausses comparativement à l'année précédente.

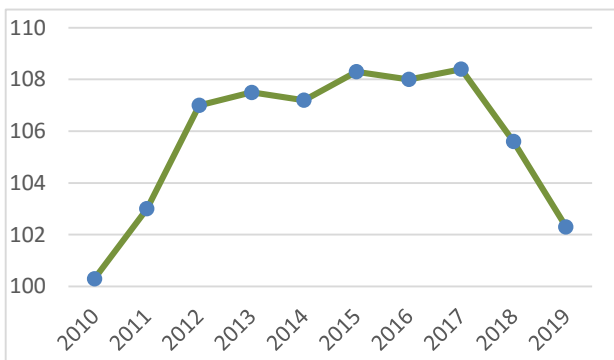
En définitive, la baisse du niveau général des prix de 3,1% en 2019 conforte le Burkina Faso quant au respect du critère de convergence relatif au taux d'inflation au sein de l'UEMOA, soit un maximum de 3%.

<p><u>Source</u> : Institut national de la statistique et de la démographie</p>

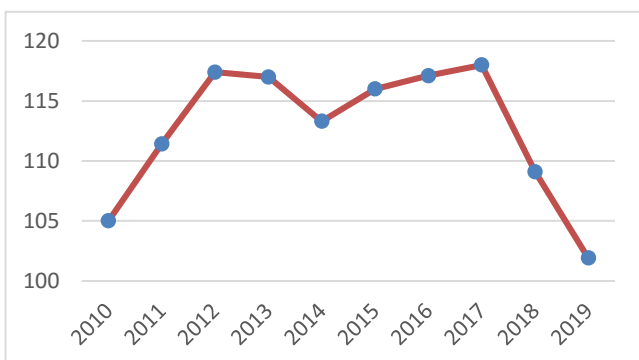
Tableau 37 : Variations moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation par fonction de 2009 à 2018

	base 100 en 1996					base 100 en 2008		
	2010	2011	2012	2013	2014	2017	2018	2019
I- Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	-0,303	0,061	0,054	-0,003	-0,032	0,008	-0,075	-0,066
II- Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	-0,308	0,018	0,053	-0,014	-0,028	0,006	0,269	0,026
III- Articles d'habillement et chaussures	-0,236	0,006	0,010	0,002	-0,001	0,001	-0,015	0,008
IV- Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	-0,313	0,038	0,041	0,028	0,028	-0,003	-0,179	0,011
V- Meubles, articles de ménage et entretien	-0,154	0,004	-0,002	0,002	0,001	0,003	0,029	0,002
VI- Santé	-0,105	0,006	0,001	0,004	0,000	0,000	-0,010	0,001
VII- Transports	-0,356	0,023	0,045	0,020	0,069	-0,014	-0,069	0,019
VIII- Communication	-0,518	-0,186	0,010	0,006	0,009	0,000	0,749	-0,122
IX- Loisirs et culture	-0,101	0,002	-0,005	-0,015	-0,007	0,001	0,064	-0,022
X- Enseignement	-0,319	0,004	0,005	0,014	0,009	0,005	-0,051	0,017
XI- Restaurants et hôtels	-0,378	0,065	0,047	0,009	-0,020	0,037	-0,115	0,019
XII- Biens et services divers	-0,151	0,008	0,009	0,006	0,009	0,003	-0,048	0,005
Ensemble	-0,300	0,027	0,039	0,005	-0,003	0,004	-0,026	-0,031

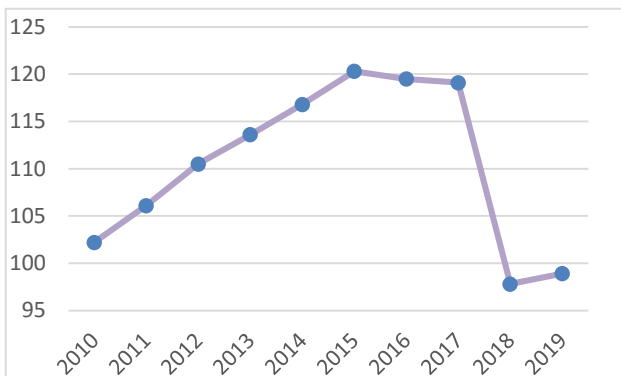
Graphique 55 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation



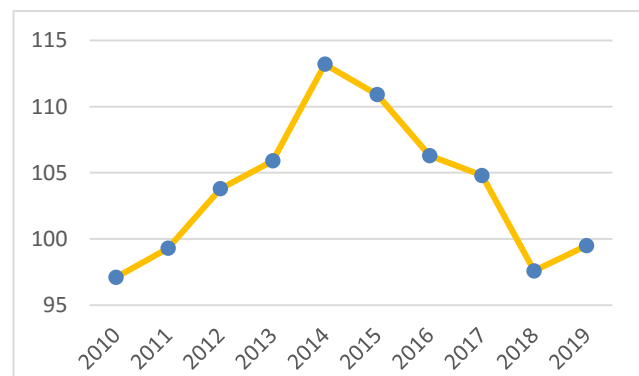
Graphique 56 : Evolution de l'indice des prix des produits alimentaires



Graphique 57 : Evolution de l'indice des prix du logement, eau, gaz, électricité



Graphique 58 : Evolution de l'indice des tarifs de transports



7.3.5 Commercialisation du bétail

Point saillant :

- Baisse de 10,9% du nombre de carcasses contrôlées dans les abattoirs en 2018.

Commentaires :

En 2018, au total 2,3 millions de carcasses d'animaux toutes espèces confondues (dont 56,1% de caprins) ont été contrôlées dans les différents abattoirs et aires d'abattage au Burkina Faso. Cet effectif est en baisse de 10,9% comparativement à l'année 2017. Par rapport à l'année 2010, le nombre d'animaux abattus est en hausse de 36,8%. A l'exception des camelins et caprins dont le nombre d'animaux abattus augmente, les autres espèces enregistrent des baisses comprises entre 10% et 32%.

La vente moyenne journalière de carcasses à l'abattoir de Ouagadougou est de 429 carcasses (toutes espèces confondues), soit 2,3% de plus qu'en 2018. Les ventes moyennes de bovins et ovins augmentent respectivement de 3,8% et 3,6%. Par contre, les ventes de carcasses de caprins baissent de 20% au cours de l'année 2019. Entre 2010 et 2019, les ventes moyennes de bovins évoluent à la hausse contrairement aux ovins.

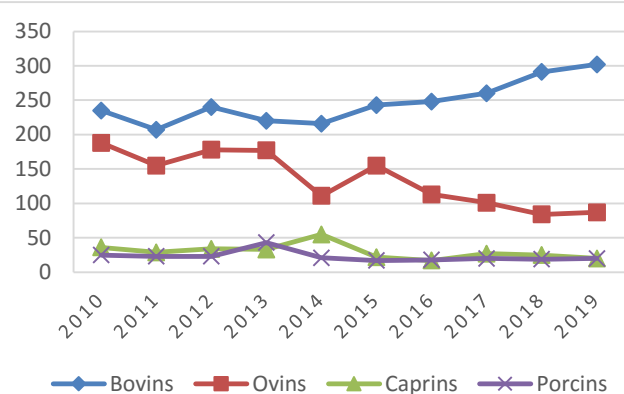
En ce qui concerne la ville de Bobo Dioulasso, en moyenne 749 carcasses toutes espèces confondues ont été commercialisées par jour au cours de l'année 2018, en hausse de 17% par rapport à l'année 2017. Toutes les espèces enregistrent des hausses comprises entre 11% et 16%. Entre 2010 et 2018, les ventes moyennes de toutes les espèces d'animaux évoluent à tendance haussière.

Source : - Direction générale des études et des statistiques sectorielles du Ministère des ressources animales et halieutiques
- Abattoir frigorifique de Ouagadougou
- Abattoir frigorifique de Bobo-Dioulasso

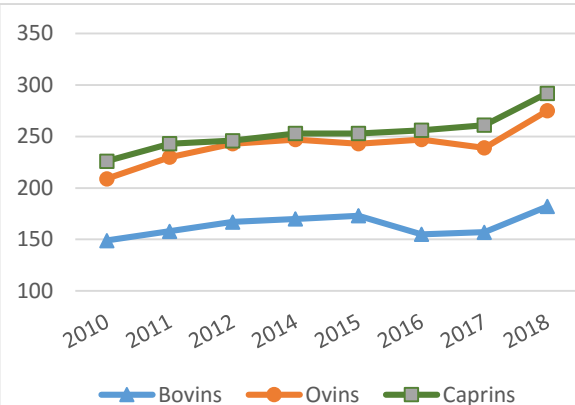
Tableau 38 : Evolution des abattages contrôlés par espèces (en carcasses)

	Valeur en 2018	Variation / 2017 (%)	Variation / 2010 (%)
Asins	21,3	-18,4	36,5
Bovins	363,0	-31,1	61,3
Camelins	3,2	52,4	700,0
Caprins	1 279,0	5,7	38,3
Equins	0,5	-16,7	150,0
Ovins	386,0	-28,4	29,1
Porcins	225,0	-10,4	12,5
Ensemble	2 278,0	-10,9	36,8

Graphique 59 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Ouagadougou (en carcasses)



Graphique 60 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Bobo-Dioulasso (en carcasses)



8. L'ARTISANAT

Points saillants :

- Baisse de 20% du chiffre d'affaires du VAO en 2019 ;
- 60% des ventes du VAO réalisées dans les ateliers.

Commentaires :

En 2019, le VAO dispose de 85 ateliers et a réalisé un chiffre d'affaires de 263,1 millions de FCFA, en baisse de 20% comparativement à 2018. L'analyse des données indique une baisse des ventes en ateliers et des commandes à l'export respectivement de 21,1% et 45,9% par rapport à l'année précédente.

Par contre, les commandes locales ont augmenté de 12,3% par rapport à 2018 et représentent 3,5% des ventes totales. Les ventes en ateliers et en salle d'exposition représentent respectivement 60% et 28,3% du chiffre d'affaires réalisé en 2019.

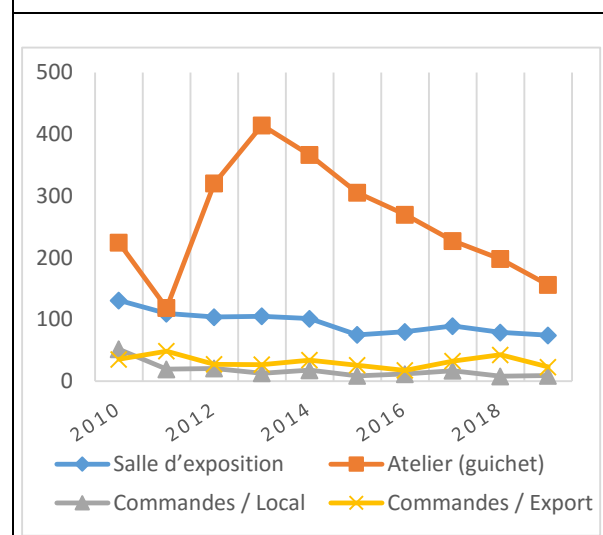
Sur les dix dernières années, les ventes du VAO dans les ateliers n'ont cessé de baisser à partir de 2013. Le contexte sécuritaire marqué par les attaques terroristes enregistrées depuis 2016 sur le territoire national, a eu pour conséquence de freiner « la destination Burkina » par les visiteurs étrangers d'une manière générale et du VAO en particulier, entraînant la baisse de son chiffre d'affaires. Ces baisses s'expliquent aussi par le comportement des artisans. En effet, ces derniers ne déclarent pas ou minorent les montants exacts issus des ventes qu'ils réalisent.

Source : Le Village artisanal de Ouagadougou

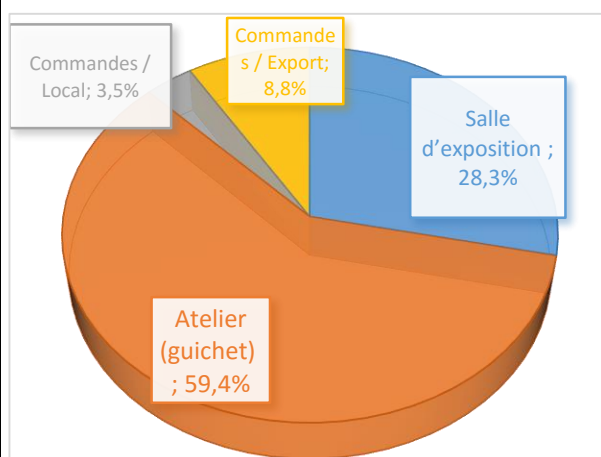
Tableau 39 : Evolution des ventes des produits artisanaux au VAO

	Valeur en 2019	Variation / 2018 (%)	Variation / 2010 (%)
Salle d'exposition	74,4	-6,1	-43,1
Atelier (guichet)	156,3	-21,1	-30,4
Commandes / Local	9,1	12,3	-82,4
Commandes / Export	23,2	-45,9	-34,7
Ventes totales	263,1	-19,9	-40,6
Part artisans	234,7	-20,0	-40,4
Marge de l'Administration	28,4	-19,4	-42,3

Graphique 61 : Evolution par type de ventes des produits artisanaux au VAO



Graphique 62 : Répartition des ventes des produits artisanaux au VAO en 2019



Annexes

Glossaire des termes utilisés

Abattages contrôlés :

Ensemble des animaux de toutes espèces qui sont abattus dans les abattoirs et aires d'abattages et dont les carcasses sont présentées aux agents inspecteurs du Ministère en charge de l'élevage et de celui en charge de la santé humaine impliqués à cette tâche. Cette procédure vise essentiellement à satisfaire aux normes de sécurité alimentaire.

Asins :

Ensemble des animaux communément appelés « ânes ».

Balance commerciale :

Compte qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour établir la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire ; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou que la balance commerciale est déficitaire.

Bélier :

Ovin mâle entier de plus de 15 mois ayant au moins deux (02) dents adultes.

Bouc :

Caprin mâle entier de plus de 15 mois ayant au moins deux (02) dents adultes.

Bovins :

Ensemble de ruminants de grande taille appelés communément « bœufs ».

Camelins :

Ensemble des animaux communément appelés « chameaux ».

Canins :

Ensemble des animaux appelés communément « chiens ».

Caprins :

Ensemble des animaux appelés communément « chèvres ».

Chèvre :

Caprin femelle de plus de 15 mois. C'est une femelle ayant commencé sa carrière de reproduction.

Chiffre d'affaires :

Montant total des ventes réalisées au cours d'une période donnée (jour, mois, trimestre, semestre, année, etc.).

Entreprise individuelle :

Entreprise non financière qui n'a pas la forme juridique de société. Elle appartient généralement à un individu ou à une famille et ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique de son exploitant.

Entreprise :

Unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Une entreprise peut avoir plusieurs établissements.

Etablissement :

Entreprise ou partie d'entreprise située en un lieu unique et dans laquelle une seule activité de production (non auxiliaire) est exercée, ou dans laquelle la majeure partie de la valeur ajoutée provient de l'activité de production principale.

Indicateur du développement humain (IDH) :

Indicateur composite mesurant les résultats moyens obtenus au niveau de trois dimensions fondamentales du développement humain : une vie longue et en bonne santé, la connaissance et un niveau de vie décent.

Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) :

Mesure l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.

Indice harmonisé de la production industrielle (IPI) :

Instrument statistique qui mesure les variations des quantités produites dans l'industrie. Si l'on se réfère à la classification traditionnelle des activités économiques en trois secteurs, les IPI se rapportent au secteur dit secondaire : usines, chantiers, mines et carrières. Les produits suivis sont situés à tous les niveaux des processus de fabrication. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.

Investissements directs étrangers (IDE) :

Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion.

Prix constants :

Prix en valeur réelle c'est-à-dire corrigés de la hausse des prix par rapport à une donnée de base ou de référence.

Prix courants :

Prix tels qu'ils sont indiqués à une période donnée, ils sont alors dits en valeur nominale.

Produit intérieur brut (PIB) :

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Productivité du personnel :

Rapport entre la valeur ajoutée et l'effectif du personnel. Il mesure la part de richesse créée par chaque salarié et permet d'apprécier le niveau de compétitivité de l'entreprise.

Produit intérieur brut par tête :

Rapport entre le PIB et l'effectif de la population.

Société à responsabilité limitée (SARL) :

Société dont la responsabilité est limitée aux apports, et les parts détenues dans le capital ne sont pas librement cessibles. Il faut l'accord de tous les associés.

Société anonyme (SA) :

Société dont le capital est divisé en actions et qui est constituée entre des associés qui tirent les profits ou supportent les pertes à concurrence de leurs apports.

Société d'économie mixte (SEM) :

Société anonyme dont le capital est majoritairement détenu par l'État ou par des collectivités locales telles que la commune, la région, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'établissements publics et pour partie par des partenaires économiques et financiers privés.

Société financière :

Société ou quasi-société dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers).

Société non financière :

Société ou quasi-société dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services marchands non financiers.

Société :

Entité juridique, créée dans le but de produire des biens ou des services pour le marché, qui peut être une source de profit ou d'autres gains financiers pour son ou ses propriétaires. Elle est la propriété collective de ses actionnaires, qui ont le pouvoir de désigner les administrateurs responsables de sa direction générale.

Les sociétés exercent leurs activités sous de nombreuses formes juridiques dont les plus fréquentes sont : société, société par action, société de capitaux, société en commandite simple, société de personnes à responsabilité limitée, entreprises publiques, entreprises privées, etc.

Taux d'accroissement naturel de la population :

Différence entre le taux brut de natalité et le taux brut de mortalité. Il mesure l'augmentation d'une population au cours d'une période donnée du fait uniquement des naissances et des décès.

Taux d'inflation :

Indicateur qui mesure l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages. Il est mesuré à travers l'IHPC.

Taux de pression fiscale :

Indicateur représentant le rapport entre le montant des recettes fiscales et le PIB nominal dans une économie. Il définit l'importance relative des prélèvements obligatoires dans l'économie nationale et traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'Etat pour faire face à ses charges.

Valeur ajoutée :

Différence entre la production et les consommations intermédiaires. Il s'agit du solde du compte de production.

La valeur ajoutée peut être évaluée nette de la consommation de capital fixe.

Equipe d'élaboration du tableau de bord statistique

Nom et prénom (s)	Fonction	Contacts
ILBOUDO Fidèle	Directeur Général des Etudes et des Statistiques Sectorielles	ilboudofidele@yahoo.fr 70 22 24 05/78 80 74 43
COMPAORE Serge Eric	Directeur des Statistiques Sectorielles	sergeericcompaore@yahoo.fr 70 74 60 70/ 78 10 04 93
Da Quentin	Chef de Service de la Collecte des Données	isaacda20@yahoo.fr 79 15 69 97/70 03 48 45
GONGO Mahamoudou	Chef de Service de la production des statistiques	gongomahamoudou3@gmail.com 70 33 65 03/78 13 72 83
KAMBOU Siébou	Agent à la Direction des Statistiques Sectorielles	kambousiebou@gmail.com 70 48 51 50/ 77 80 32 11

© *Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS)*